



EQUATION DES ROUTES

Entre Scandales, bricolages et surfacturations



Abdoul Niang, Activiste : "L'activisme au Mali est devenu un mercariat"



Politique : Tiébilé Dramé est-il encore un opposant ?

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIAO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Une	Equation des routes : Entre Scandales, bricolages et surfacturations	P.4
Brèves	Tentative d'assassinat à Bougouba : Un homme poignarde sa femme et se suicide IBK reçoit le PDT de la BOAD : 25 milliards FCFA, pour les logements sociaux de SAMANKO	P.8 P.8
	Trafic d'or à Kidal : La cargaison interceptée au Niger appartiendrait-elle à la France ? Nafadji, Commune I du District de Bamako : Cinq ados écroués pour agression et viol collectif d'une fillette de 16 ans	P.8 P.9
	Communiqué N° 002 du 3 septembre 2019 : Le Collectif Tombouctou réclame ses droits AVIS DE REMERCIEMENTS	P.9 P.9
	Journée morte à Tombouctou : Les jeunes réclament des Infrastructures décentes Fin de formation des éléments du MOC: Des primes pour les nouveaux intégrés et des exigences fortes de la CMA	P.10 P.10
Actualité	Communiqué du Conseil des Ministres : Mercredi, 04 Septembre 2019 Prétendue Marche à Koro contre la nomination de Babaly Bah à la Primature : Le président de « Dan Na Amassagou » dément formellement	P.12 P.15
	Abdoul Niang, Activiste : "L'activisme au Mali est devenu un mercenariat" Ces Maliens en Chine : Un cireur de chaussures devient PDG d'une société import-export	P.16 P.17
Politique	Politique : Tiébilé Dramé est-il encore un opposant ? Interview du candidat : L'honorable Youssouf Aya candidat à la présidence de la jeunesse Adema	P.18 P.19
	Mamadou Traoré, président du parti Union : "Le mandat d'IBK laisse à désirer jusqu'à preuve du contraire"	P.21
Culture & société	Alioune Ifra N'Diaye : «Le bien-être en itinérance» Promotion de l'écriture N'KO : Dr BOUBACAR DIAKITÉ a mené plusieurs recherches	P.24 P.25
International	Sénégal : Le porte-parole de l'URD claque la porte et file vers SONKO Brexit : Boris Johnson perd un vote crucial au Parlement britannique Côte d'Ivoire : Simone Gbagbo en tournée dans le centre-ouest, sur fond de division au sein du FPI	P.26 P.26 P.27
	Sénégal : Au chef de l'opposition, Macky va donner une caisse noire de deux milliards, selon Mamadou Lamine DIALLO Afrique du Sud : La fièvre xénophobe sème le chaos à Johannesburg	P.28 P.29
Sport	Arabie Saoudite-Mali : Quatre joueurs locaux sélectionnés Equipe nationale du Mali : Haïdara, Djénépo et Koïta laissés à la disposition de l'équipe Espoir au détriment des Aigles	P.30 P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.8



P.15



P.21





Equation des routes : Entre Scandales, bricolages et surfacturations

« La route du développement passe par le développement des routes » dit-on souvent. C'est vrai que les routes changent non seulement la physionomie des localités desservies mais en plus elles apportent un mieux-vivre aux populations bénéficiaires. En effet, par les routes se trouvent assurés les déplacements des personnes y compris leur accès rapide aux soins, l'évacuation des produits agricoles, piscicoles ou d'élevage. Dans les grandes agglomérations, la mobilité urbaine, qui repose en grande partie sur les routes est devenue partout une priorité. C'est dans ce contexte global qu'intervient la crise des routes au Mali. Tout est parti de l'occupation du pont de Kayes par les populations de cette localité pour protester contre les lenteurs, les désagréments, les accidents et contre l'état très dégradé de la RN1 reliant Bamako à Kayes. Kati, qui souffre

de cette situation autant que Kayes a toujours pris le relais et organisé un blocus tout le long de la voie. En concertation avec Kolokani et Di-

diéni tous souffrant le martyr des accidents, des morts et des blessés dus à l'état de la route. L'Etat, frappé au portefeuille (aux dires du Premier Ministre Boubou Cissé cette route rapporte quotidiennement plus de deux milliards au Trésor public) a promptement réagi par des discours, des promesses et aussi, une fois n'est pas coutume un début d'exécution qui est aussi une bombe à retardement. Mais voilà que les propose du Premier ministre



ont crée la polémique. A-t-il effectivement dit que les véhicules de chantier opérant sur certains chantiers dans la région de Tombouctou seront retirés pour être redéployés sur le chantier de la route Bamako- Kayes ? Boubou Cissé ainsi que les services de la Primature démentent vivement. Le Président de l'association des ressortissants de Tombouctou à Bamako, à qui le Premier ministre aurait nuitamment rendu une visite domiciliaire pour s'excuser aussi. Tout comme l'iman de la Cité des 333 Saints. Mais rien n'y fit et depuis 48 heures la jeunesse de Tombouctou est dans les rues, avec quelques échauffourées avec la police, pour demander leur route. Sans délai comme pour Kati.

Dans le même temps Gao aussi se prépare car la route qui y mène à partir de Sévaré est aussi un mouiroir du fait des mines artisanales que les djihadistes y enterrent régulièrement. Le gouverneur de Mopti, pas plus tard qu'hier mercredi 04 septembre, a tiré la sonnette d'alarme en indiquant clairement que les mines ne peu-



vent être posées que dans les nids de poules caractéristiques des routes dégradées. Il faut donc refaire cette route.

Bamako, la capitale n'est pas mieux servie avec les problèmes récurrents liés à la défectuosité des routes qui s'aggravent pendant l'hivernage. Ainsi, l'axe Tour de l'Afrique - Yirimadio, la voie double dite « 30 mètres » reliant la même Tour à la Route de l'aéroport ou les voies principales passant devant de l'ORTM, le Grand Hôtel ou le Ministère des Transports dans le quartier des affaires ACI sont totalement à l'abandon comme s'il n'existait un service dédié à la réparation des routes avec un budget afférent. Budget ? Gros sous ? Les mots qui fâchent sont lâchés.

En effet, plus d'une fois, devant l'Assemblée nationale, à la télévision nationale la ministre de l'Équipement a affirmé avoir mobilisé les fonds. Elle a par la suite lancé en fanfare le début des travaux.

Alors se posent deux questions. La première est de savoir si un ministre a osé affirmer des contre-vérités devant l'Assemblée nationale. Cela est inimaginable de démocratie car la sanction est automatique : la démission immédiate.

La seconde est tout aussi grave : les fonds ont été détournés. Là aussi la sanction est automatique et connue.

La balle est désormais dans le camp des plus hautes autorités du pays.

Attendons de voir ce qu'elles feront.

Votre quotidien reviendra demain sur le dossier des surfacturations.

■ Moctar Sow



Ammy Baba Cisse

Le Général Elhadj Gamou nommé inspecteur général des Armées et services. Conseil des Ministres



Il y a beaucoup de vagabonds et espions qui tentent par tous les moyens de s'en prendre à des maliens. Le cas Kebé en est parlant

Malick KonateS'abonner

Dans ce pays on se permet tout. Peut-on arrêter les gens sans mandat de dépôt? Deux hommes et une femme viennent de se présenter au siège de VOA Mali et demandent au camarade Ibrahim KEBE de les suivre sans motif. Heureusement, Kassim Traoré qui était sur place les en a empêché en leur demandant de sortir de son bureau. NB : Ils se disent de la police judiciaire.

Les bandits continuent d'enlever nos élus. Un maire encore victime d'un rapt.

« Travailler avec IBK, c'est une compromission. Nous ne rentrerons pas dans cela. » Ibrahim Kebé

« Réhabiliter Moussa Traoré, c'est insulter la mémoire des martyrs de Mars 1991. » Ibrahim Kebé

« Moussa Traoré ne mérite pas d'être respecté dans ce pays. » Ibrahim Kebé

« Quelle honte pour ces dirigeants méprisants! Les moyens étaient donc disponibles? On s'en foutait tout simplement. C'est ça le creve-cœur. » Me Alassane Diop

Il y a eu deux manifestations hier et aujourd'hui à Tombouctou. L'ORTM a couvert et diffusé celle d'aujourd'hui alors qu'il n'était pas à celle d'hier où le Gouverneur était contraint de se présenter. Heureusement que l'ORTM n'empêche pas le vent de tourner. Et c'est des jeunes sortis spontanément et qui scandent l'Azawad. Il ne faut être très bête au point de se tirer une balle dans le pied.

Pour aller au Nord, les compagnies sautent sur des mines. Ce fut le cas aujourd'hui et le gouvernement garde le silence.

« Aujourd'hui, nous sommes à un taux de 85 à 90% de distribution des engrais. » Baba Moulaye Haïdara

Malick Konate

Le chef de file de l'opposition, Somaïla Cissé a tenu un point de presse ce mardi 03 septembre 2019 à la maison de la presse de Bamako sur les malversations financières de l'achat des hélicoptères



PUMA. FAMOC HoronTV Opposition Mali #Corruption Justice AN

Il y a exactement 5 ans, j'empruntais cette route Douentza-Gao dans le cadre d'une tournée de sensibilisation sur le vivre ensemble. Nous avons laissé presque 3 pneus derrière nous vu l'état désastreux de cette route. Je ne peux pas rester indifférent face à cette situation sans apporter mon soutien indéfectible aux jeunes de Gao et de Tombouctou car sans la route il n'y a pas de paix ni développement. Vous avez tout mon soutien ! #RN16 #RouteGao Tombouctou veut une route



Gouvernement du Mali

Visite du ministre de l'économie numérique au siège de l'APPEL Mali : Le développement de la presse en ligne au cœur des échanges.



La ministre de l'Economie Numérique et de la Prospective, Mme Maïga Kamissa Camara, au siège de l'APPEL-Mali, le lundi 02 Septembre 2019, dans le cadre de sa prise de contact, avec les professionnels de médias en ligne, sous la présidence de son président Modibo Fofana. C'était en présence de nombreux membres de ladite association.

« Dans le cadre de la visite de courtoisie nous les membres de l'Association des Professionnels de la Presse en Ligne (APPEL Mali l'APPEL Mali) a accueilli Mme Kamissa Camara ministre de l'économie numérique et de la prospective en notre siège. Nos échanges ont porté sur l'organisation du secteur de la presse en ligne, l'avant-projet de loi sur la presse en ligne et autres » ce sont là quelques notes introductives du président de l'Association, Modibo Fofana. Cette visite a permis à l'APPEL-Mali de parler de l'autorégulation au sein de l'association.

Au cours des échanges, il y a eu la question de la nouvelle loi de la presse en ligne au Mali. En effet, le ministre de l'économie numérique et de la prospective n'a pas caché sa satisfaction envers le bureau de l'APPEL-MALI.

Selon le président de l'APPEL-MALI, la plus grande difficulté est le coût de la connexion internet au Mali, pourtant indispensable dans le travail des organes de presses en ligne. Le président Fofana a également souligné le problème des sites internet qui évoluent dans l'anarchie totale. Il s'agit entre autres: des sites qui traitent des informations du Mali, mais qui ne respectent ni l'éthique, encore moins la déontologie du métier.

Dans son intervention, le Ministre a affirmé que son département sera sans doute très vite en contact avec les responsables de l'APPEL-Mali pour les aspects de réglementation mais également pour l'assistance dans leurs missions. « Nous allons travailler ensemble avec Appel-Mali et d'autres structures qui répondent à cette question pour voir comment nous pouvons mettre en place un cadre juridique, un cadre contraignant qui va assainir le secteur et qui va permettre aux journalistes de gagner» a-t-elle déclaré

Daba Diallo

Le Ministre de la Révision Constitutionnelle Ex. Vice-Président de la plateforme Antè Abana M. Amadou THIAM pense que le Mali à besoin de SENAT. Incroyable retournement de veste !



Yaya Sangare

Le PM parcourt 1300kms dans la région de Kayes en 5 jrs pour voir, comprendre et agir. Kayes partage les mêmes difficultés que d'autres régions du pays. C'est pourquoi un plan global de désenclavement avec la construction d'un certain nbre de routes stratégiques est une urgence.



Ousmane Sonko

Hier Lundi 2/9 j'ai sollicité, par l'entremise de mon avocat, un permis de visite carcérale au grand frère #AdamaGAYE dont la santé se détériorerait à Reubeus. À ma grande surprise, mon avocat m'apprend que le Doyen des juges, M. Sall, dit ne pouvoir donner suite à cette demande.



Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : Le BF juge des présumés coupables de tentative de coup d'état. La RCI poursuit des profanateurs, le Sénégal, le Bénin, le Niger, le Tchad, le Cameroun poursuivent et jugent tous les



crimes. Au Mali, le criminel se réfugie derrière la justice et le crime reste impuni.

Cellou Dalein Diallo

J'ai eu un entretien fructueux ce matin avec l'Ambassadeur des USA qui a saisi l'occasion pour réaffirmer l'attachement de son pays aux valeurs de démocratie et d'Etat de droit. Il a soutenu que les Gouvernements doivent donner l'exemple dans le respect des lois de la République.



Yacouba Issoufou PC

En prélude à la cérémonie de remise de médailles NU à l'Unité Constitue de Police du #Togo basée à #Sévaré, le représentant du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile, s'est rendu ce 03.09.19 à Sévaré et conduit au bureau du Commandant Régional UNPOL. UN_MINUSMA UNPOL



Kamanda w K Muzembe

Xénophobie en RSA: Les présidents Paul Kagame [Rwanda], Félix Tshisekedi [RDC] et Peter Mutharika [Malawi] se retirent du Forum Économique mondial qui se tiendra à #Capetown, en Afrique du Sud. Et la Zambie vient d'annuler son amical de football contre Bafana Bafana.



Forces Armées Maliennes

La formation militaire de la première vague du contingent #DDR a pris fin lundi 2 septembre 2019 à #Bapho dans la région de #Ségou. Les 1006 éléments (officiers sous-officiers et militaires du rang) ont été invités à l'observation stricte et entière des principes républicains.



Jigi

Promu général de division le 20 septembre 2018, El Hadj Ag Gamou a été nommé inspecteur général des Armées et services du #Mali en conseil des ministres le 4 septembre 2019 (il succède au général de division Ibrahim Dahirou Dembélé, ministre de la Défense depuis le 5 mai 2019).



Tentative d'assassinat à Bougouba : Un homme poignarde sa femme et se suicide



Tenin Niambélé poignardée par son mari à Bougouba dans la zone industrielle, le monsieur qui se nomme Kali s'est ensuite donné la mort. La dame a été transportée d'urgence à l'hôpital Gabriel Touré. Elle est entre les mains des médecins. Selon les premières informations, la cause de cette violence serait une querelle conjugale, car le couple était en instance de divorce.

A signaler que ces genres de crimes commencent à se multiplier dans notre pays. Les violences conjugales, voire les tueries n'étaient pas assez connues chez nous.

■ **Gaoussou Kanté**

Trafic d'or à Kidal : La cargaison interceptée au Niger appartiendrait-elle à la France ?



Il n'est un secret pour personne que Kidal produit de l'or depuis un certain temps. À la faveur de la découverte des mines d'or à Kidal, de nombreux orpailleurs de différentes nationalités affluent dans la région. Raison pour laquelle la Coordination des Mouvements de l'Aza-

IBK reçoit le PDT de la BOAD : 25 milliards FCFA, pour les logements sociaux de SAMANKO



Le Président de la République, S.E.M Ibrahim Boubacar Keita a reçu en audience en début de soirée du 3 septembre 2019 à Koulouba, le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), Monsieur Christian ADOVELANDE. Le Président de la Boad, était venu informer IBK, de la signature ce matin avec le gouvernement de la République du Mali, de l'accord de prêt concernant le projet de viabilisation du site et la construction de 1.085 logements sociaux et économiques à SAMANKO pour un montant total de 25 milliards de FCFA. A l'issue de l'audience, M.Adovelande a déclaré : « nous avons fait le tour des dossiers qui sont en instruction notamment les voiries urbaines dans le district de Bamako, et dans la ville de Mopti et d'autres localités. En ce qui concerne le développement rural, c'est la troisième phase de Molodo et les périmètres irrigués dans les bassins du Bani et de selingué; en ce qui concerne l'énergie nous sommes en train de travailler sur le développement des énergies renouvelables, nous avons un programme avec le fonds vert en ce qui concerne l'électrification rurale à partir de l'énergie solaire ».

Le Président de la BOAD a profité de l'occasion pour présenter officiellement à IBK, le nouveau Chef de la mission Résidente de la Boad au Mali, le Béninois Abdoulaye Latif.

L'audience s'est déroulée en présence du Ministre délégué au Budget, du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, et de l'intérimaire du Conseiller diplomatique du Chef de l'Etat.

■ **Cellule de Communication et des Relations Publiques de la Présidence de la République**

wad (CMA), qui contrôle la zone, a pris des mesures, fin janvier début février 2019, pour réglementer l'orpaillage. Ce n'est donc pas une surprise, si l'on apprend aujourd'hui qu'une cargaison d'or en provenance de Kidal et appartenant à des français, aurait été interceptée au Niger. Dans la région de Kidal, le principal site concerné par ces activités d'orpaillage est à Gouzar, localité située à quelque 40 kilomètres de Kidal sur la route de Tinessako.

Nafadji, Commune I du District de Bamako : Cinq ados écroués pour agression et viol collectif d'une fillette de 16 ans



Sekou Salah Karambé, Kaba Traoré, Lamine, Mamadou Coulilyab et Fousseyni Diarra sont des agresseurs de la jeune fille dont nous préférons garder l'anonymat.

Les agresseurs sont au nombre de 5 garçons, âgés de 18 à 25 ans ; ils ont tous été interpellés et placés en garde-à-vue avant leur transfert demain matin devant Le procureur du Tribunal de Grande Instance de la Commune I du district de Bamako pour agression sexuelle et viol collectif d'une mineure de 16 ans.

Les faits: le dimanche 01 septembre 2019, vers le petit soir, six (6) garçons, auraient abusé d'une jeune fille à NAFADJI, Commune I de Bamako. Les faits se seraient déroulés durant plusieurs heures dans la chambre d'un des auteurs.

Ils sont passés aux aveux et cinq des prévenus ont été placés en garde à vue au Commissariat de police du 6ème Arrondissement, l'un ayant pris la tangente.

La jeune fille connaissait bien au moins une partie de ses agresseurs. Ces derniers, face à l'imperturbable commissaire divisionnaire Tappa DIALLO, n'ont eu d'autre choix que de passer aux aveux, l'un accusant les quatre autres de les avoir influencés. Car selon lui, la jeune fille à l'habitude de monnayer son corps pour cinq mille (5000) Franc CFA aux quatre autres. Il se dit étonné de voir la jeune fille porter plainte pour agression sexuelle et viol collectif alors qu'elle avait à plusieurs reprises accepté des actes sexuels avec plusieurs garçons.

Communiqué N° 002 du 3 septembre 2019 : Le Collectif Tombouctou réclame ses droits



Nous avons vu avec émoi, comme des milliers de Maliens d'ailleurs, ce soir sur les réseaux sociaux une vidéo largement diffusée, dans laquelle des personnes s'insurgent contre l'autorité de l'Etat et appellent clairement à la partition de notre belle et grande nation. Le collectif condamne fermement de tels propos qui n'agissent pas dans le sens de la paix et de la cohésion nationale tant recherchées.

Nous soutenons toutes actions visant à retourner aux populations de la région de Tombouctou leurs droits dans le respect des principes démocratiques et des lois de la République. Nous invitons les populations de Tombouctou particulièrement sa jeunesse à rester mobilisées. La victoire est certaine ! Aucun sacrifice n'est de trop !

**Pour le collectif
Le Président
Ibrahim ADIAWIAKOYE**

En tout état de cause, la fille est mineure (à peine 16 ans), donc son consentement est nul aux yeux de la loi. Et puis c'est la victime elle-même qui a porté plainte pour agression sexuelle et viol collectif. Elle a même accompagné les services de Brigade de Recherche conduit par le jeune JAPON. Selon les témoins, les présumés violeurs n'ont même pas pris conscience de la gravité des faits commis au moment de leurs interpellations. Cela donne à réfléchir...

AVIS DE REMERCIEMENTS

Les Familles Sangala, Tolofoudié, Som-boro, Arama, Damango, Djoundo, Togo et alliées à Taalen, Ségué, Bankass, Ma-assèè, Sévaré, Lema kanda, Mande Kanda et Bamako ; le Diocèse de Mopti, la Paroisse de Ségué, le secteur de Dimbal, les communautés catholiques de Soulakanda, Kabala, Torokorobougou/Bacodjicorini, Sébénikoro, Garantigui- bougou, Niamakoro, re-

mercient toutes les personnes qui ont compati à leur affliction suite au décès de Maman Yanou Djénéba Anne Tolofoudié, épouse de Papa Amborko Jean-Baptiste Sangala, catéchiste ER, le jeudi 29 août 2019 à Bamako. Ils expriment à toutes et tous, leur sincère gratitude et prient avec eux pour le repos éternel de l'âme de la défunte. La messe de requiem fera l'objet d'un avis ultérieur.

**Bamako, le 03 septembre 2019
Les Familles et les proches**



Journée morte à Tombouctou : Les jeunes réclament des Infrastructures décentes



Le problème d'accès aux infrastructures sociales de base constitue un véritable défi pour notre pays. En effet, après les actions de protestation des jeunes de Kayes, de Gao pour réclamer le bitumage des routes Bamako-Kayes, Gao-Sévaré, ceux de Tombouctou sont également entrés dans la danse.

Comme un appel d'air, des mouvements de protestation se multiplient autour des infrastructures routières qui constituent un enjeu stratégique dans le désenclavement et la promotion de l'économie locale.

Ainsi, ce mardi 3 septembre 2019, à l'appel du Collectif Tombouctou, plusieurs personnes sont descendues dans la rue pour protester contre l'état défectueux de l'axe routier Tombouctou-Léré qui daterait de 1958, selon un manifestant.

Se sentant abandonnés par l'Etat central, les jeunes de Tombouctou pour se faire entendre, ont organisé une véritable journée ville morte. Tout au long de la journée, la ville a été paralysée, les commerces fermés, des pneus brûlés, le tout dans une atmosphère électrique qui a troublé le calme et la sérénité légendaire caractérisant la Cité des 333 Saints.

Rappelons que cette action est intervenue après la répression sauvage par les forces de l'ordre et de sécurité de la manifestation du lundi, 2 septembre 2019.

Devant le gouverneur de la région de Tombouctou, Monsieur Koïna Ag Ahmadou, les manifestants ont lu une déclaration dans laquelle ils donnent un ultimatum de trois jours pour le lancement des travaux de la route Tombouctou-Léré.

■ Alpha Sidiki SANGARE

Fin de formation des éléments du MOC: Des primes pour les nouveaux intégrés et des exigences fortes de la CMA



Les grandes gueules souvent affectées aux sordides et ignobles répliques et analyses ont longtemps l'évidence autour du processus d'intégration de combattants au sein de notre armée. Il a fallu que le jour se lève pour que le soleil éblouisse nos compatriotes qui respirent le complot contre la République.

Cette intégration de criminels, bien avant aujourd'hui, est dénoncée comme une prime à la violence et une passerelle vers la promotion. Comment des hauts responsables de l'armée osent-ils cautionner de telles approches concoctées par des acteurs politiques et qui ne font que différer la vraie crise? Les éléments du MOC (Mécanisme Opérationnel de Coordination) issus des différents groupes armés et qui devraient constituer une nouvelle armée malienne (FAMA) ont fini leur formation. Selon nos sources, la hiérarchie militaire accorde une permission exceptionnelle d'un mois, allant de ce mardi 03 septembre au mercredi 02 octobre 2019. Cette permission, poursuit notre source, est accordée à l'ensemble des militaires des groupes armés du MOC ayant intégré l'armée nationale. Le CEMGA, le Général Abdoulaye Coulibaly, poursuit nos canaux satellitaires, aurait instruit l'octroi d'une prime de 200.000 FCFA aux officiers, 150.000 FCFA aux sous-officiers et 100.000 FCFA aux hommes de rang.

Quant à la mutation de ces éléments nouvellement intégrés, (ceux du MOC), elle devrait être effective avant le 22 septembre 2019. Cette date symbolique de l'indépendance du Mali serait aussi, d'après toujours nos informations, la date à laquelle tous les intégrés ayant cinq (5) ans de grade passeraient aux grades supérieurs dans l'armée malienne.

Les instructions de la CMA sont logiques et non négociables. Conformément à l'accord d'Alger, tous les militaires intégrés doivent être mutés sur « le territoire de l'Azawad ». Ces militaires intégrés, à la demande de la CMA, seront transportés par vol Minusma afin de jouir de leurs permissions.

WESTERN UNION | **WU** SM
MONEY TRANSFER

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie



Communiqué du Conseil des Ministres : Mercredi, 04 Septembre 2019

Sous la présidence de Monsieur Ibrahim Bou-bacar KEITA, Président de la République.

MESURES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES :

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME :

Sur le rapport du ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, le Conseil des Ministres a adopté :

1. des projets de décret autorisant le changement de nom de famille.
Les conditions de changement de nom de famille sont prescrites par la Loi n°2011-087 du 30 décembre 2011 portant Code des personnes et de la famille.
L'examen des dossiers révèle que les demandeurs remplissent individuellement les conditions prescrites par le Code.
Les projets de décret adoptés autorisent ainsi le changement de nom de famille pour quatre-vingt-onze (91) personnes.
2. un projet de décret portant modification du Décret n°2011-580/P-RM du 13 septembre 2011, modifié, fixant le ressort des juridictions et déterminant le Parquet général d'attache des Parquets des Tribunaux de Grande Ins-

tance et des Parquets des Tribunaux d'Instance.

La Loi n°2011-038 du 15 juillet 2011 portant création des juridictions a créé les tribunaux administratifs de Sikasso, Ségou et Gao en plus de ceux de Kayes, Bamako et Mopti.

Les tribunaux administratifs sont, en premier ressort, juges de droit commun du contentieux administratif sous réserve des compétences attribuées aux autres juridictions administratives.

La modification du décret du 13 septembre 2011 intervient pour prendre en compte les nouvelles régions dans la détermination du ressort territorial des six tribunaux administratifs du pays.

Elle permettra de rapprocher la justice administrative des justiciables et accompagnera le processus de la libre administration des collectivités territoriales.

3. un projet de décret fixant le cadre organique de l'Inspection des services judiciaires.

L'Inspection des Services Judiciaires, créée par Ordonnance n°00-057/P-RM du 28 septembre 2000, est chargée d'assurer le contrôle des services relevant du Ministère chargé de la Justice, de veiller à l'application de la réglementation et d'apporter l'appui-conseil aux-

dits services.

Le projet de décret adopté dote pour les cinq (05) prochaines années l'Inspection en personnel nécessaire pour l'exécution de sa mission.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de coopération judiciaire entre la République du Mali, la République du Niger et la République du Tchad, signé le 09 mai 2017 à Niamey.

Le présent accord de coopération a été signé par les Etats parties dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la criminalité transnationale organisée et la criminalité transfrontalière dans la Région du Sahel.

Il couvre les domaines ci-après :

- l'accès aux juridictions et l'exercice de la profession d'avocat ;
- la transmission et la remise des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
- la transmission et l'exécution des commissions rogatoires ;
- le transfert des poursuites ;
- l'extradition ;
- les enquêtes conjointes, l'audition par les officiers de police judiciaire d'un autre Etat partie ;
- l'exécution des peines ;

- l'exéquatour en matière civile, sociale et commerciale ;
- le casier judiciaire et l'échange d'avis de condamnation.

La ratification de cet accord permettra de faciliter la gestion d'un certain nombre de questions judiciaires et juridiques entre le Mali et les autres Etats parties.

MINISTÈRE DE L'HABITAT , DE L'URBANISME ET DU LOGEMENT SOCIAL :

Sur le rapport du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et du Logement social, le Conseil des Ministres a adopté :

1. un projet de décret portant modification du Décret n°2014-0084/P-RM du 19 février 2014 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
2. un projet de décret portant modification du Décret n°2014-0086/P-RM du 19 février 2014 portant création des services régionaux et subrégionaux de l'Urbanisme et de l'Habitat ;
3. un projet de décret fixant le cadre organique des services régionaux et subrégionaux de l'Urbanisme et de l'Habitat.

La Direction nationale de l'Urbanisme et de l'Habitat a pour mission d'élaborer les éléments de la politique nationale en matière d'urbanisme, de construction, d'habitat et d'assurer la coordination et le contrôle des services régionaux, subrégionaux et des services rattachés.

Les projets de décret adoptés apportent des innovations, notamment la création des subdivisions au niveau des Communes du District de Bamako et des Antennes de l'Urbanisme et de l'Habitat au niveau des Arrondissements. L'adoption de ces projets de décret permettra de rapprocher l'administration des usagers, de renforcer les capacités des collectivités territoriales et de doter pour les cinq (05) prochaines années les services régionaux et subrégionaux de l'Urbanisme et de l'Habitat en personnel nécessaire pour l'exécution de leur mission.

MESURES INDIVIDUELLES :

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES :

- Inspecteurs à l'Inspection des Finances :
 - Monsieur Lassine dit DONTA TRAORE, Inspecteur des Finances ;
 - Madame N'DIAYE Djénéba SY, Inspecteur des Services Economiques ;
 - Madame KEÏTA Awa KEÏTA, Inspecteur des Finances ;
 - Monsieur Mohamed KANAMBAYE, Planificateur ;
 - Monsieur Ibrahima DOUMBIA, Inspecteur des Finances ;
 - Madame Salimata TRAORE, Inspecteur des Finances ;
 - Monsieur Yacouba KONATE, Inspecteur des Finances ;
 - Monsieur Adama SANOGO, Inspecteur des Finances.

AU TITRE DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES AFFAIRES SOCIALES :

- Directeur général du Centre de Recherche et de Lutte contre la Drépanocytose : Professeur Mounirou BABY, Professeur Titulaire d'Hématologie.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS :

- Inspecteur Général des Armées et Services : Général de Division: Alhadji GAMOU.
- Chargé de Mission : Lieutenant-colonel Za-léha ABDOULAYE.
- Directeur de l'Ecole de Maintien de la Paix Alioune Blondin BEYE : Colonel-major Mody BERETHE.
- Haut Fonctionnaire de Défense au Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation : Commissaire-colonel Abdoul Wahab TOURE.
- Haut Fonctionnaire de Défense au Ministère des Transports et de la Mobilité urbaine : Colonel Bréhima Fléné TRAORE.
- Haut Fonctionnaire de Défense au Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale : Colonel Hassane AG MEHDI.
- Haut Fonctionnaire de Défense au Ministère de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille : Commandant Oumou DIARRA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE :

- Ambassadeur, Représentant permanent ad-joint à la Mission Permanente du Mali à New

York : Monsieur Kanisson COULIBALY, Conseiller des Affaires étrangères.

- Ambassadeur, Représentant permanent ad-joint à la Mission Permanente du Mali à Genève : Monsieur Amadou Opa THIAM, Conseiller des Affaires étrangères.
- Vice-consul au Consulat général du Mali à Lyon (France) : Colonel-major Souleymane GARANGO.
- Vice-consul au Consulat général du Mali à Tamanrasset : Colonel-major Maouloud Ould Mohamed Abdallah.
- Ministre-Conseiller à l'Ambassade du Mali à New Dehli : Monsieur Souleymane KONE, Inspecteur des Services économiques.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Paris : Monsieur Abdallah AG HAMA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Brazzaville : Monsieur Moussa Aliou KONE, Conseiller des Affaires étrangères.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Beijing : Monsieur Elhadji Alhousseini TRAORE, Conseiller des Affaires étrangères.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Tunis : Madame MAIGA Oumou MAIGA, Inspecteur des Services économiques
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Moscou : Monsieur Moussa Fanhiry KONE, Conseiller des Affaires étrangères.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Niamey : Madame CISSE Hawa Hama DICKO, Professeur de l'Enseignement secondaire.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à Téhéran : Monsieur Ahmadou Barazi MAIGA, Traducteur-Interprète.
- Ministre Conseiller à l'Ambassade du Mali à La Havane : Monsieur Sékou Issa CAMARA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Premier Conseiller à l'Ambassade du Mali à Washington : Monsieur Alassane DIALLO, Conseiller des Affaires étrangères.
- Premier Conseiller à l'Ambassade du Mali à Koweït City : Monsieur Mohamed Ibrahim HAIDARA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Premier Conseiller à l'Ambassade du Mali à Rabat : Monsieur Bambo TIGANA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Premier Conseiller à l'Ambassade du Mali à La Havane : Monsieur Amadou DIAKITE, Ingénieur de la Statistique.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Malabo : Monsieur Mamadou KEITA, Conseiller des Affaires étrangères.

- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Abuja : Monsieur Sibiry SANOU, Conseiller des Affaires étrangères.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Niamey : Monsieur Issa Issiaka CAMARA, Professeur de l'Enseignement secondaire.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Koweït City : Monsieur Illili Ag HAMADA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à New Dehli : Monsieur Hassane DIALLO, Conseiller des Affaires étrangères.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Bruxelles : Monsieur Ousmane BOUREIMA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Tunis : Monsieur Oumar dit Barou SACKO, Membre du Corps préfectoral.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Brazzaville : Monsieur Sikou DANFAGA, Conseiller des Affaires étrangères.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Accra : Madame Oumou KONDO, Professeur de l'Enseignement secondaire.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Luanda : Monsieur Sékou DIAKITE, Administrateur civil.
- Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Moscou : Madame BATHILY Badiallo TOURE, Inspecteur des Services Economiques.
- Deuxième Conseiller à la Mission Permanente du Mali à Genève : Monsieur Alassane Demba TOURE, Conseiller des Affaires étran-

gères.

- Deuxième Conseiller à la Mission Permanente du Mali à New York : Monsieur Aboubar SISSOKO, Conseiller des Affaires étrangères.
- Troisième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Niamey : Monsieur Aziz Ben ZACOUR, Conseiller des Affaires étrangères.
- Troisième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Addis-Abeba : Monsieur Mohamed ABDOLAYE, Conseiller des Affaires étrangères.
- Troisième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Rabat : Madame COULIBALY Binta Thiandé TRAORE, Administrateur civil.
- Troisième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Ouagadougou : Monsieur Michel TOE, Administrateur de l'Action sociale.
- Troisième Conseiller à l'Ambassade du Mali à Riyad : Monsieur Abdoulaye DIALLO, Administrateur civil.
- Conseillers consulaires au Consulat général du Mali à Lyon :
 - Monsieur Hamadou Albachir Mahamane TOURE, Conseiller des Affaires étrangères.
 - Madame Haoua COULIBALY, Administrateur des Ressources humaines.
- Conseiller consulaire au Consulat général du Mali à Tamanrasset : Monsieur Namory N. KEITA, Professeur de l'Enseignement secondaire.

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES ET DE L'EQUIPEMENT :

- Chargé de Mission : Docteur Mohamed Sa-liha MAIGA, Ingénieur en Génie civil.
- Inspecteur en Chef adjoint à l'Inspection de l'Equipeement et des Transports : Monsieur Issaka DOUMBIA, Inspecteur des Services économiques.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE :

- Conseiller technique : Monsieur Ibrahima FOMBA, Magistrat.

MINISTÈRE DE LA PROMOTION DE LA FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE :

- Secrétaire général : Monsieur Chiaka MAGASSA, Membre du Corps Préfectoral.
- Conseiller technique : Monsieur Issa BERTHE, Magistrat.

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE :

- Conseiller technique : Monsieur Ibrahima DJIBRILLA, Magistrat.
 - Directeur général de l'Institut national d'Ingénierie de Formation professionnelle : Monsieur Salahima MAIGA, Spécialiste en Ingénierie de Formation.
- Bamako, le 04 septembre 2019

**Le Secrétaire général du Gouvernement,
Madame SANOGO Aminata MALLE
Officier de l'Ordre National**



Prétendue Marche à Koro contre la nomination de Babaly Bah à la Primature : Le président de « Dan Na Amassagou » dément formellement



Suite à l'annonce sur les réseaux sociaux d'une marche de protestation à Koro contre la nomination de Babaly Ba à la Primature comme conseiller spécial, nous avons joint le Capitaine Mamadou Goudièmkilé, Président national du mouvement d'autodéfense « Dan Na Amassagou ». Ses réponses sont sans aucune équivoque. Lisez plutôt.

« Ceux qui font circuler de telles fausses informations sont des ennemis de la paix, des ennemis de Da Na Amassagou. Monsieur Babaly Ba est un Malien comme tout le monde. C'est le chef du gouvernement qui a jugé qu'il peut être utile pour le Mali à ce poste. Nous n'avons aucun jugement à porter à cela. S'il trouve que Babaly Ba œuvre pour la paix, nous nous réjouissons de sa nomination et « Dan Na Amassagou » le soutien et le soutiendra dans ses œuvres. Notre combat n'est orienté contre personne. Nous voulons la paix pour nos familles, pour nos villages et pour le Mali. Il est inutile de dire combien nos parents souffrent dans cette situation. Donc personne n'a intérêt à créer d'autres blocages dans le processus enclenché par le gouvernement. Notre action consiste à soutenir toutes les initiatives

du gouvernement allant dans le sens du retour de la paix entre communautés. Si la paix passe par le choix de quelqu'un, nous n'y voyons aucun inconvénient. Babaly Bah est un fils du Mali, c'est un fils de Koro, c'est notre frère. Nous le soutenons et le soutiendrons tant qu'il continuera à œuvrer pour la paix. »

Pour le président Goudièmkilé, le Mali a besoin de ses fils pour se construire et construire la paix.

Le coordinateur local du mouvement à Koro, Souleymane Niangaly, s'est dit étonné de voir des annonces erronées sur les réseaux sociaux.

« Nous ne nous reconnaissons pas dans ces messages qui viennent certainement de personnes mal intentionnées. Ici à Koro, personne au sein de Dan Na Amassagou n'est opposé à la nomination de Babaly Ba. Au contraire, nous avons accueilli cette nomination avec plaisir. Babaly Ba est un fils de Koro, il est notre frère. Ensemble nous sommes en train de travailler pour la paix. C'est ce combat qui nous conduit à soutenir toutes les initiatives positives. Nous avons effectivement programmé une marche pour le jeudi 05 septembre. Il s'agit d'une marche pacifique visant à interpeler les auto-

rités par rapport à la situation sécuritaire. Nous demandons à l'Etat de faire en sorte que les forces armées soient déployées sur l'ensemble des zones et que l'armée puisse garantir la sécurité des pauvres populations. Il est déplorable aujourd'hui que les activités agricoles soient perturbées par des agressions et les tueries. Notre objectif est de réussir à abrèger les souffrances de nos parents. C'est pourquoi toutes les bonnes volontés sont les bienvenues. Nos parents sont fatigués. Ça suffit maintenant, tout le monde doit se donner la main pour soutenir les initiatives de paix du gouvernement. »

Selon l'ancien maire de la commune de Koro, tous les fils de Koro aspirent aujourd'hui à la paix. « On devrait tous travailler à soulager les souffrances des populations qui paient le prix fort de cette crise. Les femmes, les enfants et les personnes âgées sont les principales victimes. Nous avons dépassé les questions de personne. Babaly Ba se bat pour la paix entre nos communautés dogons et peules. Pourquoi devrions-nous nous opposer à sa nomination ? Je ne vois pas.

Révolté par l'annonce de cette protestation contre la nomination de Babaly Ba, le conseil de village de Koro s'est dit surpris et s'est désolidarisé d'une telle action. Auparavant, le conseil local de la jeunesse avait décidé de s'abstenir de participer à toute forme de marche de protestation.

Le coordinateur local de Dan Na Amassagou de Koro, Souleymane Niangaly a lancé un vibrant appel à l'endroit de tous les ressortissants de Koro afin qu'ils s'investissent à promouvoir la paix et à se tourner vers le développement de leur localité. Aux dernières nouvelles nous avons appris que le Maire de Koro a démenti avoir reçu une demande de marche contre la nomination de Babaly Ba.

Que se passe-t-il donc pour que certains se mettent à vouloir pervertir le sens d'un combat ?

Pour Mamadou Goudièmkilé, le Président de Dan Na Amassagou, c'est clair : « il y a des ennemis de la paix et nous les combattons. Nous réaffirmons notre soutien à Babaly Ba et au Gouvernement. Nous demandons à tout le monde de s'invertir pour ramener la paix et la sécurité partout au Mali et particulièrement au centre.

■ Envoyé spécial à Koro
Ayoub Togo

Abdoul Niang, Activiste : “L’activisme au Mali est devenu un mercenariat”



Crise au nord et au centre du pays, révision constitutionnelle, élection présidentielle 2018... La toile malienne n’a cessé d’être aminée ces dernières années par des activistes. Un moyen pour “changer les choses”, selon eux. Dans cette interview, Abdoul Niang, un des jeunes activistes maliens très suivi sur les réseaux sociaux, se prononce sur l’évolution actuelle du mouvement au Mali, sur l’activisme et la politique. Il s’explique aussi les motivations de leur rapprochement avec le régime en place.

Mali tribune : L’activisme représente quoi pour vous ?

Abdoul Niang : C’est de lutter pour des causes dans différents domaines, venir sur le terrain politique, affronter l’Etat s’il le faut de façon directe et parfois avec la violence verbale sans impolitesse dans le respect de la dignité de chacun. C’est un instrument pour nous pour changer les choses.

Mali Tribune : On constate, depuis un moment, le virage de certains activistes maliens dans la politique. D’autres affichent ouvertement leur appartenance politique. Est-ce que l’activisme et la politique riment ensemble ?

A N.: Absolument. Quand tu t’engages pour la justice, la transparence des élections, la bonne gouvernance, l’emploi, le développement et la sécurité, tu es forcément sur le ter-

rain politique et en face des acteurs politiques. Même si nous ne sommes pas des politiciens, ce que nous faisons est politique.

Mali Tribune : Beaucoup pensent que les activistes au Mali sont de plus en plus manipulés par l’argent des hommes politiques ou le pouvoir en place. Partagez-vous cet avis ?

A N.: La plupart des activistes au Mali malheureusement, sont des mercenaires. Ils sont payés pour une mission bien déterminée. Ils s’exécutent. Pour preuve, des gens qui avaient dit qu’IBK était pire pour le Mali et juré d’empêcher la révision constitutionnelle au motif que l’insécurité est là, les mêmes personnes se trouvent aujourd’hui avec le président juste après l’élection. C’est quand même du mercenariat. Il en est de même pour certains qui viennent soutenir le régime pour des intérêts.

Mali Tribune : Vous faites l’exception ?

A N.: Il n’y a pas de deal entre nous et un homme politique ou le régime en place. J’étais porte-parole dans l’équipe de campagne d’IBK. Je n’ai pas reçu un seul sou pour battre campagne jusqu’à la fin du processus et j’ai mené la mission jusqu’au bout. Quand on a terminé, je n’ai pas été nommé, ni récompensé. Pour moi, c’était un devoir parce que le travail de président était menacé, l’Etat aussi dans son existence. Nous avons mis au défi quiconque

avant les élections, le défi demeure encore, de venir sortir deux propos contradictoires qu’Abdoul Niang a déclarés sur un même sujet. Ça n’existe pas.

Mali Tribune : Quand vous employez le pronom personnel “nous”, vous faites allusion à qui précisément ?

A N.: Je suis un leader avec des partisans et partenaires. Ils sont un peu partout au Mali et à travers le monde. Nous avons aussi notre association Faso ni Danbé. Elle a été créée après l’élection présidentielle de 2018. L’association a remplacé le mouvement Révolution citoyenne parce que beaucoup considèrent le mot révolution comme des gens aigris et qui veulent renverser le pouvoir.

Mali tribune : Etant plus proche du pouvoir maintenant, est-ce que cet activisme dur et engagé énoncé n’est pas déjà cadré par les gouvernants ?

A N.: Nous avons affiché notre soutien au président IBK en 2018, c’est la suite du combat qu’on avait commencé depuis 2017. Sous prétexte de lutter pour le respect des principes républicains, de la constitution, certains voulaient renverser l’Etat. En tant que partisans de la démocratie, de l’ordre social et de la paix nous nous sommes engagés corps et âme pour empêcher ce projet de subversion. Et c’était clair : ceux qui veulent avoir la magistrature suprême du pays qu’ils se préparent pour l’élection présidentielle, mais il n’était pas question de permettre à quelqu’un de renverser les institutions. Ça a créé un rapprochement entre nous et le pouvoir. On est entré dans la phase électorale avec ces réalités. Le camp de l’opposition s’est retrouvé avec son candidat et nous avec IBK.

Sinon on est plus dur avec le régime qu’avec quiconque. On ne soutient pas l’Etat en tout et en toute circonstance.

Par exemple, les problèmes au centre et au nord, nous ne voyons pas de raison de combattre l’Etat parce que c’est plus dû à des facteurs exogènes qu’endogènes. Ce sont les puissances extérieures qui influent sur ce problème. Un pays qui se bat contre le terrorisme, cherche à combattre et à affaiblir le régime dans cette circonstance c’est faire le jeu des terroristes et les aider consciemment ou in-

consciement. Par contre, sur le chapitre de la corruption on ne transige pas. Toute affaire concernant la corruption, nous sommes engagés on ne soutient pas l'Etat sur du faux.

Mali Tribune : Vos dernières révélations ont porté sur quoi ?

A N.: C'est nombreux. Je peux citer les passeports maliens qu'on délivrait aux Syriens. On a dénoncé et fait des révélations avec des preuves à l'appui. Aussi, à Kayes, quand l'ancien gouverneur avait mis en prison 92 innocents injustement. Nous avons haussé le ton. Le gouverneur a été relevé et les 92 personnes toutes libérées les deux semaines qui ont

suivi. Également quand le ministre des Infrastructures et de l'Équipement, Mme Traoré Zeïnabou Diop, a récemment tenu deux langages différents à propos des travaux de la route de Kati, nous avons dénoncé et nous sommes en train de demander sa démission.

■ **Recueillis par
Kadiatou Mouyi Doumbia**

Ces Maliens en Chine : Un cireur de chaussures devient PDG d'une société import-export

Aboubacar Kanadji, âgé de 44 ans et installé à Yiwu, fait partie des Maliens évoluant actuellement dans l'import-export entre la Chine et l'Afrique. Marié et père de six enfants, il est le PDG de la société «Yiwu Sanggan Trading CO.L.T.D», créée en 2011. Mais avant d'ouvrir son entreprise, spécialisée dans le Commerce (import-export), il lui a fallu beaucoup de courage et de détermination. « Il n'y a pas de sot métier. Soyons droits et déterminés dans ce qu'on fait », aime-t-il dire. « Quand j'étais au lycée, je cirais des chaussures à la gare ferroviaire de Bamako. Petit à petit, j'ai commencé à faire du commerce», nous a-t-il confié. Et d'ajouter : « ce qui m'a permis de faire la navette entre le Mali et des pays africains (la Guinée, la Mauritanie, le Nigeria, la Côte d'Ivoire) pour importer des marchandises».

Après avoir rejoint la Chine en 2007, il travailla avec son grand frère avant de prendre son envol. Présentement, sa compagnie expédie chaque semaine vers l'Afrique 5 à 8 conteneurs remplis de vêtements, matériaux de quincaillerie, pièces détachées (moto et voiture), chaussures, sacs à main, entre autres. Il emploie des Maliens et des Chinois pour faire fonctionner son bureau principal basé à Yiwu et ses entrepôts.

Ce cireur de chaussures, devenu PDG d'entreprise import-export, envisage d'étendre sa société à d'autres régions chinoises voire d'autres pays. Il entend aussi investir dans des usines de transformation, l'Agriculture, l'Immobilier au Mali afin de contribuer davantage à son développement. D'ores et déjà, il a ouvert une petite usine de transformation au Mali

qui emploie quelques jeunes.

En outre, il est le président de l'Association des Maliens résidant à Yiwu (AMRY). Celle-ci vise à regrouper la diaspora malienne vivant dans cet arrondissement afin de se soutenir, s'entraider mutuellement.

D'autres Maliens réussissent dans l'import-export

En plus de lui, beaucoup d'autres Maliens, établis à Yiwu, réussissent dans le commerce import-export. La plupart d'entre eux possèdent leur propre entreprise d'achat et d'acheminement de marchandises. Si certains ont leur société en solitaire, d'autres travaillent en groupe. « Nous avons la confiance et la considération des Chinois. Parce que nous respectons les lois et règles de ce pays d'accueil », nous a indiqué l'un d'entre eux. Le Mali, la Côte d'Ivoire, le Togo, les deux Congo (Brazzaville et Kinshasa), le Gabon, entre autres, sont certaines des destinations privilégiées de leurs cargaisons.

Adama Dramé, l'un des premiers Maliens résidant et travaillant à Yiwu depuis 2004, nous

a expliqué qu'il a sa propre entreprise qui expédie une trentaine de conteneurs par mois en Afrique. Il emploie 8 personnes, y compris des Chinois.

Gaoussou Kanadji, un autre Malien, qui a rejoint Yiwu en 2005, travaille avec 4 autres personnes au sein de la société «AfricAsia Cargo». Les activités de leur entreprise, employant 10 personnes, dont 8 Chinois, sont axées sur le commerce des vêtements. Kanadji, qui a aussi sa propre entreprise dénommée «Top one» a révélé que «AfricAsia Cargo» envoie mensuellement une centaine de cargos en Afrique de l'Ouest et Centrale. Ils contribuent ainsi au développement économique et commercial de la Chine et l'Afrique.

Ces ressortissants Maliens considèrent Yiwu comme l'une des localités chinoises les plus propices aux affaires. Ils estiment s'y sentir mieux en sécurité et protégés. Ils louent les efforts des autorités chinoises en faveur des Africains, plus particulièrement les Maliens. A total, plus de 200 Maliens, y compris les membres de leurs familles et les étudiants, résident actuellement à Yiwu. « Le Mali est la communauté subsaharienne la plus représentée à Yiwu. Il est suivi par le Niger, la Mauritanie...», nous a confié le président du regroupement des Maliens résidant à Yiwu.

■ **Moussa CAMARA, Journaliste au journal L'Indépendant au Mali**



Politique : Tiébilé Dramé est-il encore un opposant ?



Le 05 mai 2019, Tiébilé Dramé entrait au Gouvernement dite de « mission » de Boubou Cissé. Auparavant, pendant plus de 05 cinq ans, le nouveau ministre malien des Affaires étrangères fut le plus virulent des opposants à IBK, le principal pourfendeur du régime. Le samedi, 31 août 2019, à la faveur des travaux d'échanges sur le dialogue politique inclusif, le Président du Parti pour la Renaissance Nationale (PARENA) s'est encore déclaré « opposant ». C'était en présence des membres du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (F.S.D) signataires de l'accord politique de Gouvernance. En quoi Tiébilé Dramé en entrant dans le Gouvernement est-il encore un opposant politique à IBK? Pourra-t-il encore garder sa liberté de parole quand la solidarité gouvernementale est une exigence fondamentale pour tous les ministres ?

Justifiant son alliance avec IBK, Tiébilé Dramé a dit au micro d'un confrère français ce qui suit : « Je suis allé le (IBK) voir à sa demande. D'autres leaders politiques, qui ne sont même pas membres de notre bloc, ont été aussi reçus par le président. Peu à peu, l'idée d'un

rassemblement national a fait son chemin. L'idée de l'union sacrée. Le président a dit à ses interlocuteurs : « Le Mali est menacé. Il y a péril sur la Nation, il est important que les enfants du pays viennent, par leurs mains rassemblées, boucher les trous de la jarre percée ».

Ainsi, le Président du PARENA aurait répondu à l'appel du Chef de l'État pour sauver la Nation Malienne en péril. Si l'on ne saura peut-être jamais ce que les deux hommes politiques se

sont dit comme vérités, l'on retiendra que c'est sur la base d'un accord politique initié par l'opposition du FSD, Le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, amendé et signé le 2 mai 2019 que l'opposant politique s'est engagé. D'après Tiébilé Dramé, « ce produit signé le 2 mai contient une feuille de route qui fixe les balises de l'action du gouvernement dans le cadre de l'accord politique. Le premier point, c'est le prochain dialogue politique national inclusif, au cours duquel il n'y aura aucun sujet tabou. Un comité de suivi de l'accord politique sera mis en place. En vérité, avec cet accord politique de gouvernance, le Mali rentre dans une période de réforme dans le consensus ».

« Consensus ». Le mot est lâché. Les Maliens se souviennent encore que le consensus national fut le maître-mot de la gouvernance de l'ancien Président Amadou Toumani Touré et qui a fait des ravages aux plans économiques et financiers. En effet, pour assurer sa réélection, ATT avait fait appel à toutes les forces politiques maliennes pour un gouvernement d'union nationale et une gestion partagée du pouvoir qui a donné lieu à une délinquance financière tous azimuts. On peut cependant faire confiance à Tiébilé Dramé, dont la carrière politique n'a jamais été autant exposée et sa crédibilité mise à l'épreuve, pour déjouer toute tentative d'entraînement hors de l'objectif qu'il s'est fixé et sur lequel les Maliens qui ont été surpris de son entrée au gouvernement de Boubou Cissé l'attendent.

Ainsi donc, Tiébilé Dramé serait en mission pour le Mali et c'est à cet effet que le dialogue politique inclusif, initié par le gouvernement à la demande de l'opposition, est porté par lui pour bien informer les militants de la branche collaboratrice du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) et qu'ils adhèrent à la



cause. Même s'il est engagé sur un accord politique où il a fait accepter ses points de vue, le Président du PARENA se trouve être malgré lui le défenseur du régime d'IBK. « Je demande à tous mes camarades de l'opposition non-signataires de l'accord politique, à participer au dialogue politique inclusif enclenché. Je les invite à venir donner leur point de vue sur les réformes envisagées qu'ils avaient eux-mêmes réclamées après le scrutin présidentiel dernier », a déclaré le Ministre des affaires étrangères ce 31 août.

Comme pour répondre à son ancien Directeur de campagne, Soumaïla Cissé a, dans une conférence de presse tenue le mardi, 03 août 2019, repris du service en s'attaquant, avec des mots dignes de Tiébilé Dramé, à la gouvernance d'IBK. Le ministre des Affaires étrangères a parfaitement raison lorsqu'il affirme : « Il y a deux F.S.D actuellement. Même si nous avons combattu le pouvoir ensemble depuis 2012 au sein de ce regroupement, nous ne partageons plus la même vision aujourd'hui ». Dès lors, quel crédit accorder à Tiébilé Dramé quand il lance : « Nous sommes aussi de l'opposition et nul n'est plus opposant que nous », d'autant plus qu'il ajoute : « Juste, je ne suis plus de cette opposition qui va critiquer le gouvernement. Car je travaille déjà avec le pouvoir pour résoudre la crise que notre pays traverse ».

Tiébilé Dramé est-il encore Tiébilé Dramé quand il ne peut plus « critiquer le gouvernement » ? Est-il encore un opposant à IBK ? Certes il ne faut pas s'attendre à ce que le ministre des Affaires étrangères devienne de sitôt un laudateur d'IBK. Cependant la solidarité gouvernementale l'obligera (pour combien de temps encore ?) à avaler des couleuvres. De petites couleuvres sans doute, mais des couleuvres tout de même. Il faudra attendre la tenue du Dialogue politique inclusif en vue, et la fin des six mois de mission accordée à Boubou Cissé et son équipe gouvernementale pour faire un bilan de la collaboration Tiébilé-IBK. Quoi qu'il arrive, le Président du PARENA aura tout le mal du monde à retrouver son habit d'opposant virulent et semble condamné à prier pour la réussite d'IBK.

■ **Diala Konaté**

Interview du candidat : L'honorable Youssouf Aya candidat à la présidence de la jeunesse Adema



■ **L'Honorable Issa Togo n'a jamais engagé des actions pour demander au groupe parlementaire de soutenir ma candidature**.

Dans notre série d'entretiens avec les candidats à la présidence de la jeunesse Adema, l'Honorable Youssouf Aya est notre troisième invité. Dans cette interview, le député élu dans la circonscription de Koro, région de Mopti, décline son programme, ses ambitions pour la jeunesse du parti. Lisez plutôt.

Youssouf Aya : Je m'appelle Youssouf Aya, député élu à Koro sous la bannière Adema et candidat à la présidence du mouvement des jeunes de l'Adema.

A quand remonte votre militantisme politique ?

Mon militantisme politique remonte en 2009, mais c'est à partir de 2012 que j'ai commencé à occuper de hauts postes de responsabilité. Par ailleurs, l'Adema n'est pas le premier parti dans lequel j'ai milité. J'ai quitté cette formation pour l'Adema pour des questions de convictions. Les valeurs que je défendais au sein de cette formation politique étaient me-

nacées. Il s'agit des valeurs culturelles, des valeurs d'égalité, de justice, de socialisme, dans un cadre purement malien.

Qu'est-ce qui vous a motivé à briguer la présidence de la jeunesse Adema ?

La raison est très simple. Je me suis senti interpellé en tant qu'élu, député, en tant que jeune. J'évolue dans une formation politique comme l'Adema qui n'est pas un parti à négliger sur l'échiquier politique malien. Et les jeunes qui animent ce parti doivent être très à l'aise quand il s'agit d'évoquer la vie du parti. Ils doivent être bien formés pour la relève et se sentir à l'aise, quels que soient les sujets, les débats. Et cela ne pourra se faire sans une formation efficiente des militants. J'ai aussi constaté que les jeunes sont désorientés par rapport à la chose politique. C'est pourquoi, je me suis porté candidat pour apporter ma contribution au rayonnement de notre formation politique. Je ferai en sorte que les jeunes qui adhèrent à notre parti le fassent par conviction, à travers des valeurs. Dans le cadre de la redynamisation de cette jeunesse

Adema, qu'est-ce que vous avez à proposer comme programme ?

Nous avons prévu beaucoup d'outils, à savoir la formation politique, technique et idéologique. Ces différentes formations permettront aux militants de connaître l'orientation politique de notre parti et ses valeurs. Et quand ils connaîtront ces valeurs, ils seront à l'aise partout où il sera question de parler du parti. Ceci est très important. Il n'est pas bon d'aligner 100 jeunes qu'on présente comme militants sans que ceux-ci n'aient aucune notion sur les valeurs du parti. Il faut aussi une formation technique pour le développement personnel, donc il sera louable de former ces jeunes à pouvoir conduire une réunion politique, à pouvoir organiser des débats et des meetings. C'est pourquoi nous sommes confiants pour ce congrès, quel que soit l'obstacle.

Vous venez de dire tout de suite que vous êtes confiant pour ce congrès. Donc pensez-vous que vous avez une forte chance d'être élu président de la jeunesse Adema à l'issue de ces as-sises?

Je ne peux être aujourd'hui dans ce fauteuil pour parler de mes chances. Nous avons une ambition, c'est d'arriver à la présidence du mouvement national de la jeunesse Adema. C'est pourquoi nous allons partir vers les jeunes afin de leur expliquer le bien-fondé de notre programme, de notre ambition pour la jeunesse Adema. Mais tout de suite, si je savais l'issue de ce congrès, je n'allais pas me lancer dans une campagne ou quoi que ce soit. Mais une chose est sûre, nous sommes confiants. Il faut aussi savoir que quand on se lance dans une compétition, c'est pour la gagner ou la perdre. Par ailleurs, ce qui est important pour moi, aujourd'hui, c'est l'objectif que je vise.

Si la jeunesse Adema vous plébiscitait, quelle serait votre priorité ?

Prions Dieu pour que je sois plébiscité. Une fois plébiscité, je m'attèlerai à avoir une bonne équipe car je veux être à la tête d'une équipe cohérente. Une fois élu, je vais faire en sorte que nous ayons tous un esprit d'équipe par rapport à notre programme. Sans cela, on n'aura pas un bon résultat. Après avoir instauré cette équipe, on pourra faire face aux défis. C'est à partir de ce moment que nous pourrons redynamiser, insuffler une nouvelle vie à notre

formation politique.

Est-ce que parmi vos différents challengers il y en a que vous redoutez le plus ?

Redouter des candidats, cela ne fait pas parti de mes préoccupations. Le fait qu'il y ait une multitude de candidatures est un fait à saluer. C'est une fierté et cela prouve que l'Adema fait la promotion de la compétition. Aujourd'hui, je veux avoir en face de moi 20 jeunes candidats de l'Adema pour qu'on puisse avoir des débats francs. De passage, je leur souhaite tous une bonne chance car tôt ou tard nous sommes condamnés à évoluer ensemble.

Est-ce que vous êtes partant pour le consensus ? Accepteriez-vous de désister au profit d'un autre candidat si on vous le demandait ?

Prêt à désister, ce sera trop tôt. Pour la simple raison que quand on commence un combat, on ne doit le livrer d'abord pour songer à la fin, mais pas au début. Le début, c'est quoi ? Livrer le combat ! Et la fin c'est quoi ? C'est le consensus ! Et le consensus est pour sauver l'essentiel, le parti. Aujourd'hui, désister ou pas, je sais qu'il n'y aura qu'un seul président pour le Mouvement national de la jeunesse Adema. Pour départager les candidats, les textes du parti sont clairs. Malgré tout, je me considère comme un homme de consensus, mais sur des bases saines, claires et des bases de neutralité. Qu'on donne à Jean ce qui appartient à Jean, idem pour Paul. Je pense que j'ai des outils nécessaires pour pouvoir conduire à bon port cette jeunesse Adema.

Vous avez parlé de neutralité dans ces élections, tandis que vous êtes indexé par certains de vos challengers comme le candidat qui a les faveurs du groupe parlementaire de l'Adema. Que répondez-vous ?

Le groupe parlementaire à mes côtés ? Si j'ai leur soutien, il est le bienvenu, mais pour le moment je ne l'ai pas. Le groupe parlementaire est un groupe du parti, qui a un regard sur toute question liée au parti et son opinion compte aussi. Mais je n'ai pas souvenir d'une quelconque déclaration de ce groupe en ma faveur.

Et pourtant certains affirment que le président dudit groupe parlementaire,

Issa Togo, est dans les manœuvres pour vous imposer aux autres candidats ?

Ah ! Le président du groupe parlementaire ! Bon je vous dis que l'Honorable Issa Togo ne peut constituer à lui seul le groupe parlementaire. Moi aussi, je fais partie de ce groupe tout comme les autres députés. A ma connaissance, Issa Togo n'a jamais engagé des actions pour demander au groupe parlementaire de soutenir ma candidature.

Mais certains candidats affirment être démarchés par Issa Togo pour vous soutenir ?

Je ne suis pas au courant. Je vous révèle au passage que Issa Togo est mon collègue, c'est mon colistier, je peux même dire qu'il est mon père. Issa étant président du Groupe parlementaire, a toujours su garder la neutralité du groupe. Les actions qu'ils posent n'engagent que lui, mais pas le groupe parlementaire. C'est un homme de valeur qui a pour principal souci l'intérêt supérieur du parti.

Deux candidats sont favorables pour l'organisation des débats entre les différents candidats autour de leur programme, êtes-vous partant pour un tel débat ?

Toute action qui fera de telle sorte qu'on puisse avoir un congrès apaisé, un congrès franc, libre, je suis partant. Le débat est bon, il est démocratique, si on organise un débat je ne peux que l'accueillir les bras ouverts, parce que ça nous permettra de défendre nos programmes, de dire aux militants qui nous sommes. On ne doit pas demander à quelqu'un s'il est favorable à une telle proposition et je pense que les gens qui organisent ce congrès auront le réflexe d'organiser ce débat.

Avez-vous un dernier mot à l'endroit de la jeunesse Adema ?

Mon message, c'est de leur dire qu'il est temps qu'on regarde en face, qu'on étudie ce dont l'Adema a besoin, à savoir l'union autour de l'essentiel. Quelles que soient les velléités, nous sommes appelés à être ensemble, à penser, à sauver l'essentiel qui est le parti. On ne doit jamais aller dans le sens de la cassure du parti qui est notre patrimoine. Donc je les invite tous à l'union.

■ Réalisé par Kassoum THERA

Mamadou Traoré, président du parti Union : «Le mandat d'IBK laisse à désirer jusqu'à preuve du contraire»



■ ■ Nous n'avons au contraire vu que des massacres, des révoltes, la grogne sociale et les crises politiques», fustige Mamadou Traoré. «L'an un du second quinquennat d'IBK n'a pas permis de voir une avancée considérable», regrette-t-il par ailleurs. Mamadou Traoré, président du parti Union, était le plus jeune candidat à l'élection présidentielle de 2018. Au lendemain de l'élection, dont il a déploré les conditions d'organisation, son parti et d'autres formations politiques ont créé la COFOP, qui s'oppose (toujours) à la prorogation du mandat des députés. Mamadou Traoré -que nous avons rencontré en marge de l'atelier organisé par la Cofop sur les termes de référence du dialogue politique inclusif- estime que le but de la politique est de trouver des solutions aux problèmes de la cité. Celui qui affirme avoir plein d'espoir pour un Mali meilleur regrette que «l'an un du second quinquennat d'IBK n'a pas permis de voir une avancée considérable».

Avant de rentrer dans le vif du sujet, quelle est votre réaction à propos du blocus de la route de Kayes-Bamako par les jeunes de Kayes, Kati, Kolokani, et bien d'autres qui demandaient sa réhabilitation ?

Mamadou Traoré : Cela veut dire qu'il y a mal gouvernance. C'est dire que la gouvernance ne consiste pas à faire face aux urgences. La gouvernance d'une République se fait avec des idées claires et une vision. C'est dire qu'il ne faut pas laisser le peuple laisser éclater son mécontentement pour ensuite venir chercher des solutions.

Une route aussi importante et essentielle que celle de Kayes ne doit pas attendre que la population se lève pour demander sa réhabilitation. Je soutiens ce mouvement puisque nous avons besoin de route. D'autant que le désenclavement est un des facteurs du développement.

Revenons à la politique. Comment se porte aujourd'hui l'Union, votre parti politique ?

M.T. : Le parti Union se porte très bien. Il est l'un des plus jeunes partis créés qui a participé à l'élection présidentielle de 2018, dont le porte-étendard était Mamadou Traoré, le plus jeune candidat.

Vous vous êtes révélé au grand public lors de l'élection présidentielle de 2018.

Une année après, qu'est-ce que cela a changé dans votre vie ?

M.T. : Nous sommes, au niveau du parti et moi-même, en train de porter notre pierre à l'édifice commun. Faire de la politique, c'est contribuer à l'amélioration de la vie de sa cité. Nous sommes dans un regroupement (Ndlr : la Coalition des forces patriotiques, un regroupement de partis politiques) qui dénonce à longueur de journée les violations de notre Constitution et de nos institutions. Le cas flagrant constitue la prorogation du mandat des députés dont les mandats ont pris fin depuis le 31 décembre 2018.

Justement, une année, jour pour jour, après la reconduction du président de la République, Ibrahim Boubacar Kéïta, quel regard portez-vous sur l'an un de son second quinquennat ?

M.T. : D'abord, le déroulement de l'élection présidentielle de 2018 n'était pas à hauteur de souhait. Nous avons à l'époque violemment dénoncé. Nous avons été les premiers à décrire cette façon d'organiser les élections. Mais voilà, cela est désormais derrière nous. Toutefois, l'an un du second quinquennat n'a pas permis de voir une avancée considérable. Nous n'avons au contraire vu que des massacres, des révoltes, la grogne sociale et les crises politiques. Pour nous, le mandat d'IBK laisse à désirer jusqu'à preuve du contraire.

Votre regroupement, la COFOP (Coalition des forces patriotiques), est l'un des signataires de l'Accord politique de gouvernance. Quatre mois après sa signature, qu'en pensez-vous ?

M.T. : L'Accord politique de gouvernance est une bonne chose s'il est appliqué à hauteur de souhait. C'est nous qui sommes demandeurs de cet Accord. Il peut permettre au pays de sortir de l'ornière si toutes les parties prenantes s'y mettent. Mais nous constatons qu'il est en train d'être violé par le gouvernement. Nous avons saisi le Premier ministre à travers une lettre pour dénoncer la manière de faire les choses. La prorogation du mandat des députés viole selon nous l'Accord politique. Nous estimons que cette prolongation devrait être versée au débat politique qui se pointe à l'ho-

rizon.

Au-delà de la prorogation du mandat des députés, quels autres griefs avez-vous contre son application ?

M.T. : Les articles de l'Accord politiques sont clairs. C'est l'opposition et la majorité qui se mettent désormais ensemble afin de trouver des solutions aux problèmes maliens. Cela ne pourrait donc se faire que dans une transparence et une sincérité. Nous remarquons que nous sommes pris pour des faire-valoir dans la prise de décision. Nous avons été saisis pour la prorogation du mandat des députés. Mais malheureusement, notre décision n'a pas été prise en compte. Ils ont décidé comme ils entendaient.

Par rapport à l'organisation du dialogue, c'est vrai que nous avons été saisis, mais nous

n'avons pas donné notre avis à cette manière de faire, que nous désapprouvons.

La COFOP, dont vous êtes membre, a adressé une lettre au Premier ministre pour annoncer son retrait du processus d'organisation du dialogue politique inclusif. N'est-ce pas une manière pour la COFOP de se dédire ?

M.T. : Non, non, pas du tout ! Nous sommes dans un atelier pour l'organisation du dialogue politique. Je rappelle que c'est nous qui sommes demandeurs. Nous n'avons pas dit que nous n'allons pas participer au dialogue politique inclusif.

Mais nous avons suspendu notre participation au comité d'organisation. Parce que des sous-commissions sont créées sans commission mère. Et les sous-commissions créées sont

mises sous la tutelle des ministères en charge de la Décentralisation et des Maliens de l'Extrémeur.

Nous avons estimé que les choses ne fonctionnent pas bien. Nous n'allons pas porter une casquette que nous n'avons pas conçue. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes retirés du comité d'organisation du dialogue politique inclusif.

Justement, quelle appréciation faites-vous des termes de référence du dialogue politique inclusif ?

M.T. : Nous sommes en train de faire un atelier sur les termes de référence. Vous aurez au moment venu les résolutions dudit atelier qui va donner la position de la COFOP.

■ Interview réalisée par
Abdrahamane Sissoko

SAMA
Transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

VIBREZ AVEC MALITEL



SPiRiT

Pour une compétition encore plus intense Malitel offre aux fans la diffusion des matchs sur écran géant comme si vous y étiez.

Tous les jours de match retrouvez nous sur la place CAN et dans plusieurs quartiers de Bamako.

Au programme, des animations musicales, des offres promotionnelles et beaucoup d'autres surprises.

Profitez de chaque match, chaque but,.....

Avec Malitel, célébrez la fête du football Africain comme il se doit !

Malitel, proche de vous.

Alioune Ifra N'Diaye : «Le bien-être en itinérance»



Alioune Ifra N'Diaye: au Mali, «tout est à réinventer, avec une population très jeune, constituée à 80% d'individus de 40 ans et moins, avec 50% de moins de 15 ans». © RFI / Arnaud Jouve

Pour engager le changement, le « Nyanajè Taama » (le « bien-être en itinérance ») d'Alioune Ifra N'Diaye s'adresse à la jeunesse malienne. Un programme d'éducation à la citoyenneté porté par des actions culturelles sur l'initiative d'un homme aux multiples talents qui œuvre pour bouger les lignes de son pays et préparer le Mali de demain. Entretien avec Alioune Ifra N'Diaye en préparation d'un spectacle intitulé « Hòròn », qu'il présentera le 14 septembre à l'Unesco, pour donner de la visibilité à son programme d'actions sur 35 villes du Mali.

Créateur culturel dans de multiples domaines, Alioune Ifra N'Diaye, inlassable pourfendeur des fléaux de la société malienne, n'en est pas à sa première initiative. Après avoir étudié le cinéma à Montréal, l'ingénierie culturelle à Paris, il monte avec Jean-Louis Duvaux une pièce en bambara, un Malien de cœur, fonde la troupe BlonBa, ouvre l'espace culturel BlonBa de 2007 à 2012. Producteur de télévision, il postule à la direction générale de l'Office de radiodiffusion télévision du Mali (ORTM). Il crée Wòklöni (Les lutins dans la mythologie mandingue), une chaîne privée axée sur la citoyenneté et financée par le public qui produira des dessins animés. Après le coup d'État de 2012, il monte Taynibougou (« La cité des profiteurs ») pour faire réfléchir le public sur la corruption. En tant que producteur, réalisateur, auteur, créateur d'événements, il multiplie ses actions dans différents champs culturels et se consacre aujourd'hui avec «

Nyanajè Taama » (le « bien-être en itinérance ») à l'éducation citoyenne auprès d'une jeunesse malienne qu'il a toujours accompagnée.

RFI : quel regard portez-vous sur le Mali d'aujourd'hui ?

Alioune Ifra N'Diaye : Le Mali est issu de plusieurs siècles de déconstruction. Ses peuples, depuis l'indépendance en 1960, ont l'immense tâche de réinventer une société harmonieuse sur un territoire tracé selon des intérêts qui lui sont extérieurs. Je suis de ces peuples. Notre réflexe a été avant tout de prouver que nous sommes issus d'histoires prestigieuses. L'essentiel de notre énergie y a été consacré depuis les indépendances. Et sans nous en rendre compte, nous avons construit une société qui définit essentiellement son présent par le passé et non le futur à construire. En plus de cette difficulté à construire un univers symbolique commun en lien avec les réalités du monde d'aujourd'hui, nous n'avons pas su réinventer une solidarité moderne et une administration publique acceptée comme représentant de l'intérêt général. Aujourd'hui, la question nous est posée de manière violente avec la crise multiforme que nous subissons depuis 2014 et notre rapport avec le « Nouveau Monde » post-capitaliste en construction avec comme enjeu le numérique, les énergies renouvelables, la sauvegarde de l'environnement, la nanotechnologie et la culture. Même les pays les mieux préparés ont des difficultés à faire corps avec cette révolution. Avec la crise commencée en 2013, en quelques années, nos légendes fondatrices traditionnelles ont brusquement cessé de nous mettre en mouvement et en confiance. Les réalités implacables du présent nous dé-

bordent aujourd'hui de tous les côtés, fournissant ainsi une autoroute à la montée en puissance d'organisations mafieuses à connotation militaire, syndicale, religieuse ou ethnique cherchant à se substituer à l'État.

Face à ce constat, comment enclencher le changement au Mali ?

Je considère cette situation du Mali comme une opportunité. Tout est à réinventer. Avec une population très jeune, constituée à 80% d'individus de 40 ans et moins, avec 50% de moins de 15 ans. Celle-ci est sans complexe et s'est construite un moteur culturel par les réseaux sociaux et les programmes télévisuels. Même si aujourd'hui elle s'exprime généralement par une contestation de toutes les autorités (familiale, scolaire, académique, administrative, religieuse, politique, professionnelle, etc.), par l'envie de s'expatrier ou par des formes maladroites de manifester son attachement à son pays, cette tranche d'âge est la clé d'une nouvelle dynamique d'un Mali post-crise et en phase avec l'évolution du monde. C'est pourquoi nous proposons un inédit programme d'éducation à la citoyenneté dénommé « Nyanajè Taama » (le « bien-être en itinérance »).

Les actions de « Nyanajè Taama » visent à « vendre » aux jeunes le Mali nouveau émergent de la crise, d'opportunités, démocratique et décentralisé où ils sont désormais invités à participer activement, à la fois en tant que détenteurs de droits, mais aussi de responsabilités. C'est une configuration élargie aux formes nouvelles d'expressions juvéniles et de communication : télévision, événements, loisirs, voyages, compétitions, réseaux sociaux, diffusion artistique et culturelle, culture scientifique, écriture, animations citoyennes, etc.

C'est une initiative politique ou une action citoyenne ?

C'est une action citoyenne. Nous sommes très connus pour notre engagement dans ce domaine. Notre expérience en éducation à la citoyenneté, par la production culturelle, est incontestable. Sous le label BlonBa, nous avons conçu et mis en œuvre le volet audiovisuel du PNEC (Programme national d'éducation à la citoyenneté), qui a été un grand

succès populaire et a permis d'atteindre presque 50% de taux de participation aux élections communales de 2004. De 2006 à 2009, nous avons permis de baisser la méfiance du grand public et cela a participé à l'amélioration du taux d'enregistrement à l'état civil des enfants maliens à leur naissance. C'est fort de cette expérience que nous souhaiterions travailler à la reconstruction de la confiance du Malien envers le Mali et les autorités du Mali.

Vos initiatives ne vous font pas que des amis. Est-ce que c'est difficile de travailler dans un pays si divisé ?

C'est vrai que c'est difficile de travailler au Mali avec une relative indépendance. Il faut appartenir à un camp. J'avoue que ça ne me facilite pas la tâche. Et les tentatives de récupérations partisans sont régulières. Mais aussi énormément de sabotages ! Ce sont beaucoup d'énergies dépensées qui auraient pu être utilisées autrement.

En quoi consiste le programme « Nyanajè Taama » ?

Le « Nyanajè Taama » est un programme d'éducation à la citoyenneté ambitieux. Chaque saison couvre 35 villes, sensibilise 3 millions de personnes et met en action 3 500 jeunes qui influenceront en moyenne une dizaine de leurs camarades. Il renoue le lien entre les autorités (administratives, scolaires, traditionnelles, politiques, économiques) avec les jeunes. En lui seul, le programme produit 35 caravanes entre 35 villes. Il propose un programme de télévision constitué de 11 émissions grand format de 90 minutes contenant plus de 77 reportages, bio express, interview, saynète, monographie de quartiers, villes et villages. Il programme dans les 35 villes couvertes 172 activités culturelles, de team building (renforcement d'équipe), de conférences-débats, d'initiations aux enjeux du « Nouveau Monde », d'animations liées aux enjeux du dividende démographique. Pour lancer et faire connaître le programme « Nyanajè Taama », en lien avec le gouvernement malien nous présenterons un spectacle musical intitulé Hòròn le 14 septembre au siège de l'Unesco à Paris.

Promotion de l'écriture N'KO : Dr BOUBACAR DIAKITÉ a mené plusieurs recherches



Le N'KO est non seulement une écriture mais aussi une langue», a affirmé le Dr BOUBACAR DIAKITÉ, docteur en linguistique lors d'une conférence qui visait à informer les adeptes sur l'évolution de cet idéogramme. La conférence qui s'est tenue, samedi dernier, à l'académie des langues (ACALAN), a enregistré la présence de plusieurs invités.

Dr Boubacar Diakité a mené plusieurs recherches qui visent à favoriser l'évolution du système n'ko créé en 1949 par le chercheur guinéen Karamoko Souleymane Kanté. Au cours de la rencontre, il a présenté à l'assistance les alphabets que compte désormais l'écriture n'ko. Pour lui, l'objectif de ces recherches est de contribuer à développer les alphabets n'ko au profit de toutes les langues africaines. «Nous avons pu créer les sons qui n'existaient pas dans le système mais qui existent dans les dialectes comme le bamanakan, le khassonkan, le dafinkan et d'autres», a expliqué Dr Diakité qui ajoutera que ses recherches ont permis d'ajouter de nouveaux sons au système N'ko et de simplifier son système tonal.

Le système n'ko, a-t-il rappelé, avait à l'origine huit tons. «Aujourd'hui, nous avons pu réduire ce nombre à trois tons et ceux-ci peuvent écrire parfaitement tout ce que les huit tons pouvaient exécuter», a révélé Dr Boubacar Diakité. Il a fait savoir que le n'ko peut maintenant écrire toutes les langues nationales contrairement à ses débuts où c'est le dialecte ma-

dingue qui n'était concerné.

Par ailleurs, le conférencier a rassuré que ses recherches ne s'écartent pas de la trajectoire tracée par le créateur du système n'ko. Pour lui, cette trajectoire consiste à toujours faire des recherches et adapter le n'ko aux nouvelles découvertes. Il a estimé que l'utilisation d'une écriture créée par un «savant africain» doit être une fierté pour nous. Un autre avantage de ses recherches, a-t-il mentionné, est l'écriture de toutes les langues nationales dans le système n'ko. «Nous pourrions lire ce qui est écrit dans d'autres langues, même si on ignore le sens des mots, nous pourrions faire les calculs ensemble», a-t-il soutenu, avant d'ajouter que cela est un progrès dans le système n'ko.

En outre, le conférencier a fait savoir qu'il est temps que les citoyens s'intéressent à l'écriture n'ko. «Si tous les Maliens s'impliquent dans l'acquisition du système n'ko, cela facilitera la communication entre nous. Ensuite, nous allons montrer le chemin aux autres Africains qui sont confrontés aussi à des problèmes concernant les langues nationales», a-t-il argumenté.

Le linguiste a indiqué que le n'ko est devenu un système d'écriture international par le fait que l'alphabet phonétique international est totalement traduit en n'ko. Il a émis le vœu que ce système soit utilisé pour écrire les langues africaines.

■ Mohamed D. DIAWARA

Sénégal : Le porte-parole de l'URD claque la porte et file vers SONKO

L'URD vient de perdre un responsable de taille. Badara Pouye, Secrétaire national chargé de la communication et porte-parole de l'URD et non moins responsable des jeunes du département de Mbour et membre de la fédération de Fissel vient de rompre les amarres avec le parti de feu Djibo Leity Ka après 20 ans de militantisme.

«Il arrive dans la vie des hommes une période où il faut mener une réflexion et faire part des conséquences qu'on en tire... Après plus de 20 ans de militantisme au sein de l'Union pour le renouveau démocratique (URD), la seule formation politique que j'ai connue de toute ma vie, je vous annonce le cœur brisé, ma décision de démissionner de cette formation politique et rendre toutes les fonctions qui m'y ont été confiées par la volonté et la confiance du Secrétaire général, le camarade Diégane Sène»,

informe le désormais ex porte-parole de l'Urd. Et qui ne tarit pas d'éloges à l'endroit de son ex-secrétaire général Diégane Sène : «Un homme dont je salue au passage la dignité, la probité morale, la loyauté mais aussi l'humanisme. Je lui rends un très grand hommage pour tout ce qu'il a fait pour moi mais aussi beaucoup de membres de ma famille».

Badara Pouye de préciser que sa décision n'est nullement liée à un problème avec le Secrétaire général de l'Urd «mais une divergence de vue dans la voie que le parti a empruntée concernant sa ligne et sa décision de poursuivre son compagnonnage avec le Président Macky Sall. La seule raison qui m'a poussé à prendre une telle décision est que moi, depuis plus d'un an, j'ai réclamé notre départ de la coalition BBY, mais hélas je n'ai pas été suivi. Et comme en politique soit on se plie à la volonté de la majorité soit on s'en va, j'ai alors pris la dernière option».

L'ex-secrétaire à la communication de l'URD ajoute que depuis un certain temps, «je n'ai pas compris la voie prise par le président de la République dans la gestion du pouvoir, sa propension à tenter de réduire au néant l'opposition mais aussi bâillonner les citoyens sans compter l'implication de sa famille dans la gestion des affaires publiques». Face à ce qu'il qualifie de «multiples dérives» Badara



Pouye souligne que sa «dignité» et son «tempérament» ne lui permettent plus alors de continuer à collaborer «hypocritement avec mon parti».

Quid de son prochain point de chute ? Le désormais ex-porte-parole de l'Urd écarte toute alliance avec le pouvoir ou un autre parti de Benno bokk yaakaar. Mais de sources sûres, le poulain de Diégane Sène va rejoindre le Pastef de Ousmane Sonko. Il serait d'ailleurs en négociations très avancées avec des responsables de ce parti qui ne vont pas tarder à finaliser son adhésion au parti de Sonko.

Brexit : Boris Johnson perd un vote crucial au Parlement britannique

Boris Johnson perd un vote crucial puis propose de nouvelles élections. Le premier ministre britannique, Boris Johnson a perdu un vote décisif, mardi 3 septembre. A 328 voix contre 308, ils ont repris le contrôle de l'agenda du Parlement. En réponse, le premier ministre a proposé de nouvelles élections.

Le premier ministre a essuyé un cinglant revers mardi, où les députés ont adopté une motion visant à obtenir un report du Brexit, prévu

le 31 octobre. Le chef du gouvernement a annoncé le dépôt d'une motion pour des élections anticipées.

Le premier ministre britannique Boris Johnson a essuyé un cinglant revers mardi au Parlement, où les députés ont adopté une motion visant à obtenir un report du Brexit, prévu le 31 octobre. Le texte a été adopté par 328 voix pour (301 contre), réunissant députés de l'opposition mais aussi 21 conservateurs hostiles à une sortie de l'Union européenne sans accord évoquée par Boris Johnson qui est résolument opposé à un report.

Le cerveau humain est prodigieux et infiniment complexe : plongée au cœur de l'organe le plus fascinant du corps humain

Le premier ministre a par ailleurs annoncé le dépôt d'une motion pour des élections anticipées. Celle-ci sera examinée mercredi par le Parlement et doit réunir deux-tiers des voix pour être adoptée. Mercredi également, les députés se prononceront sur un projet de loi de-



mandant au premier ministre d'obtenir un report du Brexit auprès de Bruxelles.



Côte d'Ivoire : Simone Gbagbo en tournée dans le centre-ouest, sur fond de division au sein du FPI

Simone Gbagbo a entamé, le 30 août, une tournée dans le centre-ouest du pays, fief de son mari, l'ex-président Laurent Gbagbo. Avec, en toile de fond, des tensions grandissantes au sein du FPI avec le camp d'Assoa Adou.

Ce lundi 2 septembre, le cortège de véhicules de la mission conduite par Simone Gbagbo quitte Daloa, troisième ville de la Côte d'Ivoire, au cœur du pays bété, fief natal de Laurent Gbagbo, où elle a établi son quartier général. À quelques kilomètres de la ville, sur la voie qui la conduit à Bédiàla, une petite sous-préfecture, elle est surprise par un rassemblement dans le petit village de Caillou. La nuée de jeunes et de femmes qui s'est formée scande à tue-tête : « On veut Gbagbo ! On veut Gbagbo ! ». Simone Gbagbo marque un arrêt, la foule exulte.

Face à ces partisans inconditionnels, l'ex-première dame a tenu un discours de réconciliation. « Au Rwanda, l'Église a prié pendant un an pour la paix. Au cours de cette année, elle a conditionné les cœurs à accepter la réconciliation. Partout où je passe, je lance ce message de paix et de réconciliation », a-t-elle déclaré devant Monseigneur Marcellin Kouadio, évêque de Daloa.

Bagarre

Depuis son arrivée dans cette région majoritairement acquise au Front populaire ivoirien (FPI), Simone Gbagbo se soumet régulièrement à ce genre de manifestations spontanées, qui ne sont pas faites pour lui déplaire.

De fait, celles-ci tranchent avec l'accueil plus froid – et par moments hostiles – qu'elle a reçu, quelques jours plus tôt, dans le nord du pays. En particulier à Séguéla, fief d'Amadou Soumahoro, président de l'Assemblée nationale et d'Hamed Bakayoko, ministre d'État, ministre de la Défense, deux proches d'Alasane Ouattara.

Mais cet accueil populaire dans le fief de Laurent Gbagbo, en liberté conditionnelle à Bruxelles, cache mal les dissensions internes qui divisent le FPI. En particulier la rivalité qui oppose Simone Gbagbo, vice-présidente du parti, à Assoa Adou, son secrétaire général. Ce dernier bénéficie du soutien de Laurent Gbagbo. À Alépé, dans le sud du pays, cette rivalité jusque-là contenue, a éclaté au grand jour durant le week-end, virant à la bagarre entre camps opposés. Des partisans du secrétaire fédéral local, proche de Simone Gbagbo, préalablement destitué par des sections favorables à Assoa Adou, ont violemment dispersé une cérémonie d'investiture d'un nouveau secrétaire fédéral.

Fin avril, une rixe similaire avait opposé, à Facobly (ouest), les deux camps rivaux. Elle avait été vite étouffée par les deux clans qui n'assument, jusque-là, pas leur rivalité. Au cœur du conflit : le choix des personnalités devant animer le parti à la base, dans la perspective d'éventuelles élections internes censées valider le choix d'un candidat à la présidentielle d'octobre 2020.

Un nouveau front au FPI ?

À sa sortie de prison en août 2018, Simone Gbagbo avait provoqué la suspicion des proches de Laurent Gbagbo, alors détenu à la prison de la Cour pénale internationale (CPI), en évoquant une « nouvelle page ». « La refondation a commencé. Aujourd'hui, toutes les choses sont nouvelles. Militants, militantes, levez-vous. On est partis, on est partis et on ne s'arrêtera pas », avait-elle lancé le 8 août 2018, quelques minutes seulement après son amnistie.

Ce discours avait déclenché le courroux des partisans du courant « Gbagbo ou rien » (GOR), pour qui le « candidat naturel » du FPI demeure l'ex-chef d'État. Preuve de leur colère, la déclaration de l'ancienne députée avait nécessité un recadrage d'Aboudramane Sangaré, le « gardien du temple », décédé trois mois plus tard.

« Simone Gbagbo tâte le terrain pour sa propre candidature, commente le journaliste politique Jules Claver Aka. Elle est obligée de jouer avec intelligence et prudence, car ceux qui assistent à ses rencontres viennent davantage pour Laurent Gbagbo et non du fait de sa propre personne. Malheureusement pour eux, Assoa Adou et ses proches n'ont pas la carrure de Simone Gbagbo. De même, cette dernière n'a pas l'aura de son mari ».

Alors que le FPI est déjà divisé entre le camp de Pascal Affi N'Guessan et les partisans de Assoa Adou – lui-même soutenu par Laurent Gbagbo –, ces derniers prendraient-ils le risque d'ouvrir un nouveau front entre Assoa Adou et Simone Gbagbo ? « On n'en est pas là. Ni Assoa Adou ni Simone Gbagbo n'ont intérêt à prendre la tête d'une nouvelle fronde, même si leur rivalité actuelle est évidente. Leurs propres militants ne le toléreraient pas, ils en ont conscience », assure l'analyste politique Sylvain N'Guessan.

Sénégal : Au chef de l'opposition, Macky va donner une caisse noire de deux milliards, selon Mamadou Lamine DIALLO

Si on en croit le député Mamadou Lamine Diallo, le Président Macky Sall serait en train de préparer «un attrape nigaud» aux leaders de l'opposition. Il va proposer une caisse noire de deux milliards pour le leader de l'opposition pour mieux la diviser et étouffer le scandale du gaz.

Dans sa nouvelle question hebdomadaire, le leader du Mouvement Tekki révèle trois stratégies du pouvoir pour étouffer le scandale sur le gaz. «La famille Faye-Sall cherche par tous les moyens à étouffer le scandale du gaz dans lequel des royalties de plus de 6 000 milliards sont à partager. Le procureur de la République ne veut pas traiter le rapport de l'Ofnac sur Petro tim et feint d'ignorer la plainte de Mamadou Lamine Diallo et Abdoul Mbaye», affirme le député. Le second moyen, poursuit Mamadou Lamine Diallo, «c'est l'intimidation, la répression et l'emprisonnement systématique des leaders qui portent ce combat par tous les moyens, notamment l'offense au chef de l'Etat et autres dispositions anti démocratiques et

liberticides du code pénal». Mais la troisième stratégie, à l'en croire, consistera à balancer une «sucette» pour des leaders politiques : «Le statut du chef de l'Opposition avec à la clef un budget de deux milliards au moins. Pour Macky Sall, l'opposition sera divisée et ne participera pas ainsi au combat contre la spoliation de notre gaz». Et tout cela a un seul objectif : l'émirat gazier.

«Le report des locales, les sorties de la société civile à sa botte dirigée par l'ONG 3D, le recul de façade sur l'audit du fichier et du processus électoral sont des manœuvres pour diviser l'opposition et attirer des leaders politiques dans son schéma constitutionnel pour asseoir le pouvoir de la dynastie Faye-Sall», martèle Mamadou Lamine Diallo qui rappelle que c'est le 3 septembre, et Tekki se souvient de Moussa Ndiaye, son premier coordonnateur et un grand acteur des Assises Nationales dont les conclusions avaient posé les bases d'une gestion transparente des ressources minières et pétrolières. «Macky Sall a toujours refusé de clarifier ce dossier depuis sa mort suspecte le 2 septembre 2008».

Sur un autre registre, Mamadou Lamine Diallo

aborde l'assainissement qu'il considère comme «le maillon faible des soi-disant infrastructures de Macky Sall». Et c'est pour dire que les infrastructures de Macky Sall «sèment le désordre et la désolation dès qu'il pleut parce que l'assainissement dans les projets est négligé. La raison c'est que les dépenses relevant de l'assainissement sont captées par la corruption des autorités. Résultat : pas d'assainissement et les populations des villes pa-taugent dans les eaux de pluies et les eaux usées.» Suffisant pour affirmer que «la corruption du régime est responsable des inondations».

Le leader de Tekki ramène la gouvernance économique de Macky Sall à deux volets. «D'abord la construction anarchique d'infrastructures fondée sur une rationalité politicienne dans le but d'hypnotiser les populations d'une part et d'autre part distribuer des revenus aux femmes et aux jeunes pour constituer une clientèle par les bourses familiales et la Der et neutraliser des leaders politiques et syndicaux pour acheter la paix sociale. Comme cette économie de prédation est incapable de générer suffisamment de recettes fiscales pour faire face aux dépenses, c'est la fuite en avant dans l'endettement», fait remarquer encore le député qui précise que le stock de la dette vraie avoisine 10 000 milliards de F CFA, si on y rajoute les garanties des offres spontanées et les arriérés intérieurs. «Pour faire face à cela, l'ajustement structurel est inévitable», renseigne Mamadou Lamine Diallo.



Afrique du Sud : La fièvre xénophobe sème le chaos à Johannesburg

Un policier est face à des pillers qui veulent s'attaquer à un magasin appartenant à un étranger dans le quartier de Turffontein, à Johannesburg, le 2 septembre 2019. En Afrique du Sud, ces dernières heures ont été marquées par la violence contre les ressortissants étrangers (africains). Depuis dimanche 1er septembre, des centaines de magasins ont été vandalisés et on compte trois morts, selon les autorités à Johannesburg. Ce lundi, la journée de mobilisation de certains Sud-Africains, qui veulent se débarrasser des étrangers, continue. Ce mouvement de contestation a été lancé par les chauffeurs routiers, qui arrêtent depuis plusieurs semaines les conducteurs étrangers et brûlent leurs cargaisons. Le mouvement s'était amplifié la semaine dernière dans le centre de la capitale Pretoria, avec le pillage de nombreux magasins tenus par des migrants.

C'est un mouvement national lancé par plusieurs corporations. Deux en particulier : les chauffeurs de poids lourds ainsi que les associations de taxis. Comme la semaine dernière à Pretoria, ce sont les chauffeurs de taxis de la ville de Johannesburg qui sont allés brûler des dizaines de magasins appartenant à des étrangers. Ces violences ne sont pas récentes. Depuis un an, les conducteurs étrangers, Zimbabwéens, Congolais ou Zambiens sont persécutés sur les routes car accusés de voler le travail des locaux. Deux cents sont morts dans ces violences depuis un an.

Aujourd'hui, c'est donc l'heure d'en découdre, selon les conducteurs sud-africains, qui ont installé des barrages informels sur de nombreuses routes du pays. Mais en réalité, le gros des violences se concentre jusque-là dans au moins sept quartiers de Johannesburg depuis dimanche soir, où de simples citoyens viennent détruire, piller et brûler.

Aucun magasin sud-africain n'a été vandalisé

Dans le sud de Johannesburg, dans le quartier de Turffontein, plus de 500 habitants s'en sont pris à une dizaine de magasins, pillant tout sur leur passage. Il est très clair que les établis-

sements visés appartiennent à des étrangers, des Pakistanais, Somaliens ou Nigériens. Aucun magasin sud-africain n'a été vandalisé. C'est le cas du magasin de Sebastian qui, lui, est Sud-Africain. « Ils ont décidé de cibler les magasins des migrants, des Congolais et des Pakistanais. Ils n'ont pas touché aux Sud-Africains. C'est injuste, car ces gens travaillent dur. Regardez, si vous jetez un œil, c'est vide maintenant », constate-t-il.

Sivuyile Nama est porte-parole de la communauté, responsable des pillages. Il explique l'action des criminels et le ras-le-bol de ses concitoyens. « L'Afrique du Sud accueille un nombre impressionnant de migrants. Peut-être même le plus de réfugiés dans le monde ! Donc, qui est supposé s'occuper d'eux ? », interroge-t-il, avant de pointer du doigt le gouvernement. « Les gens veulent du travail et le gouvernement ne nous donne aucune solution. Et on a besoin d'une sortie de crise très rapidement dans ce pays », ajoute-t-il.

Est-ce alors une nouvelle vague d'attaques xénophobes ? Du côté des autorités, on calme le jeu. Le ministre de la Police, Bheki Cele, préfère parler de criminalité. « Pour moi, c'est de la simple criminalité. Les gens volent mais pour le moment, il n'y a rien qui me fasse dire qu'il y a un conflit entre Sud-Africains et les étrangers. On parle de criminalité, pas de xénophobie », dit-il. Pourtant, le motif des manifestants était clair. Leur communiqué disait : « Trop c'est trop. Les étrangers dehors ! ».

Les étrangers, des boucs émissaires

La situation est extrêmement tendue dans le reste de la métropole. Les boutiques du centre-ville sont fermées pour la plupart. Les policiers sont accusés d'inaction par la société civile. En fait, ils sont complètement dépassés par ces rassemblements spontanés. Ils n'ont pas pu empêcher la mort de trois personnes la nuit dernière. Trois personnes brûlées dans leur magasin, juste après avoir vu des dizaines de Sud-Africains casser la vitrine et voler leurs produits.

Cette léthargie n'étonne pas Johan Burger, un



spécialiste des questions policières, à l'Institut d'études de sécurité de Pretoria : « On affirme parfois que la police est sur place mais qu'elle reste les bras croisés. Dans le passé, la police a déjà répondu à cette accusation, expliquant qu'elle ne peut pas se permettre de prendre en chasse chacun des pillers, parce que les policiers risqueraient d'être entraînés dans des quartiers difficiles où ils pourraient être agressés et même tués par des bandes criminelles. Je rappelle que peu de pays au monde sont plus dangereux pour un policier que l'Afrique du Sud. La police est sous pression, mais force est de constater qu'elle n'est pas à la hauteur. Les policiers ne sont pas assez nombreux et n'ont pas assez de moyens pour apporter une riposte, disons professionnelle, à ces incidents. Mais il faut garder à l'esprit que la violence xénophobe n'est qu'un des multiples visages de la violence en Afrique du Sud ».

Joint par RFI, Sheikh Amir, président d'une association de Somaliens d'Afrique du Sud, considère que les étrangers servent actuellement de boucs émissaires. « J'ai vu des magasins incendiés et pillés. L'intimidation, les insultes et le harcèlement, nous, les migrants, nous avons l'habitude. Mais en ce moment, il s'agit de crimes. Des bandes circulent en minibus. Elles pillent des magasins et les incendient. On ne parle pas d'intimidation. Des policiers sont sur place, mais ils ne font pas grand-chose. Nous sommes même portés à croire que la police et les autorités sont les instigateurs de cette violence. Dès que l'économie commence à ralentir, les migrants servent toujours de boucs émissaires. Le sentiment anti-migrants qui est très fort, est propagé, depuis un mois, de la base au sommet de la classe politique », souligne-t-il. Pour un premier bilan, ce lundi 2 septembre, on compte une cinquantaine de magasins vandalisés, plus de soixante arrestations et donc trois morts pour le moment. Un policier confiait à RFI que le bilan devrait rapidement monter compte tenu du chaos qui règne dans les rues de Johannesburg.

Arabie Saoudite- Mali : Quatre joueurs locaux sélectionnés

En amical, le Mali affronte à Djeddah l'Arabie Saoudite dans le cadre de la journée FIFA ce jeudi 5 août. Lors de cette rencontre amicale, c'est une équipe malienne largement remaniée qui pourrait être conduite par le sélectionneur Mohamed Magassouba en raison de l'indisponibilité de plusieurs joueurs ayant pris part à la récente CAN en Egypte. Pour pallier leur absence, le technicien malien comptera sur les services de plusieurs nouveaux joueurs. Ça sera le cas des joueurs de l'AS Réal de Bamako, Makan Samabaly et Mohamed Camara. L'international milieu de l'équipe nationale locale et son co-



équipier défenseur honoreront leur première sélection en équipe première à la faveur de cette rencontre amicale. Outre Samabaly et Camara, les gardiens locaux Djigui Diarra (Stade malien de Bamako) et Adama Kéita

(Djoliba AC) sont également sélectionnés, a indiqué une source fédérale à Footmali. Ce qui fait une sélection de 4 joueurs locaux en attendant la liste officielle définitive.

Equipe nationale du Mali : Haïdara, Djénépo et Koïta laissés à la disposition de l'équipe Espoir au détriment des Aigles

C'est une semaine chargée qui vient de commencer pour l'équipe nationale A et la sélection nationale U23. En effet, alors que les Aigles joueront en amical contre l'Arabie Saoudite à Djeddah, le jeudi 5 août, les Aigles Espoirs en découdront avec leurs homologues du Maroc pour le compte de la manche aller du 3e et dernier tour éliminatoire de la CAN U23, le samedi 7 août, à Marrakech. Avec deux rencontres dans la même semaine pour deux sélections différentes, le sélectionneur de l'équipe nationale première qui a prio-



rité sur les joueurs a décidé de laisser à la disposition de l'équipe Espoirs les Aigles âgés de moins de 23 ans. Ce faisant, Mohamed Magassouba priorise le match qualificatif de l'équipe olympique au détriment de son match amical. Ainsi, d'après nos info, les internationaux Aigles Moussa Djénépo (21 ans), Amadou

Haïdara (21 ans), Sékou Koïta (19 ans) ou encore Boubacar Kiki Kouyaté (22 ans) ont été présélectionnés par Fagneri Diarra pour la rencontre face au Maroc. Il reste maintenant à savoir si ces derniers vont accepter d'aller jouer avec les U23 pendant que l'équipe A joue en amical.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Hyper motivé et investi dans votre job, vous aurez des possibilités d'agir et d'évoluer. En même temps, Mars en Vierge ne vous épargnera pas les difficultés. Ce que vous voudrez, il faudra aller le chercher et au passage, affronter des obstacles.

Pour garder vos comptes créditeurs, il faudra rester raisonnable. Car si Jupiter vous sera favorable, il formera aussi des aspects dissonants, risquant de rendre votre gestion chaotique. Vous ne manquerez pas d'argent, vous en dépenserez beaucoup.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rien ne sera facile dans votre job. Vous aurez beaucoup de travail, de grosses échéances à tenir et en même temps, des appuis pas toujours fiables ou carrément des conflits à gérer. Rien ne sera insurmontable en vous concentrant sur ce qui avancera.

Si vous cherchez à faire quelques opérations financières ou effectuer des achats aux enchères, le risque zéro n'existera pas. Si vous n'êtes pas sûr de vous, il serait plus sage d'éviter ce type de transactions, car vous pourriez perdre de l'argent.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il faut apprendre à refuser les demandes qui arrivent. Avec la désorganisation professionnelle, on peut vous solliciter pour travailler à la place d'un collègue. Du stress s'immisce dans vos tâches. Vos fonctions peuvent demander de coordonner des activités.

Refaire votre garde-robe peut vous attirer. Vous avez envie de séduire, et cela à un coût. Pour le moment, peu d'économies sont à réaliser. Essayez de différer vos paiements pour ne pas vous retrouver avec une situation stressante. La sagesse est conseillée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Dans votre activité professionnelle, le Soleil, astre de la combativité, de l'audace et des défis, aura sur vous un effet très stimulant... Un projet resté longtemps à l'état de rêve pourra prendre forme aujourd'hui. Quel bonus pour votre carrière!

Grâce à la Lune, qui vous fera profiter de toute son expertise, vous pourrez tabler sur des revenus réguliers. Même en tenant compte des dépenses inhérentes au mois de septembre, rentrée oblige..., votre budget sera dans les clous ! Félicitations...



Lion (22 juillet - 23 août)

Si vous stagniez professionnellement, Jupiter vous remettra dans la course à grandes enjambées. Gardez votre agenda à portée de main, car tout s'accéléra, s'enchaînera. L'organisation devra être maîtrisée si vous voulez atteindre les buts fixés.

Rigueur sera le mot clef si vous souhaitez échapper aux problèmes matériels. Eh oui, vous devrez gérer votre situation financière avec sérieux et renoncer à cette frénésie de dépenses qui vous prendra. Vous aurez même intérêt à prévoir une cagnotte.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous vous montrerez précis et rigoureux. Aucun détail ne vous échappera et vous aurez envie que tout ce que vous entreprendrez soit réalisé à la perfection. Vous serez doué sur l'organisation et la continuité de vos dossiers que vous suivrez avec brio.

Vous réaliserez, mais un peu tard, que vous aurez fait quelques écarts et que vous aurez dépassé votre budget, pourtant bien calculé d'avance, en vous lançant dans des achats. Vous aurez des idées pour rétablir au plus vite votre équilibre financier.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des démarches nouvelles continuent. L'une d'elles pourrait vous donner une piste. Vous recherchez un poste au contact de la clientèle. Cette situation ne tardera pas à payer. Vos efforts seront bientôt satisfaisants. Un choix pourrait vous être proposé.

Vous pouvez craquer pour des gadgets pour votre véhicule. Des petites dépenses arrivent. Au final, elles peuvent représenter une coquette somme. Le déséquilibre financier se rattrape grâce à des astuces. Chiner ou faire des soldes peut vous aider beaucoup.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Même si ce n'est pas votre tasse de thé, vous resterez après les horaires de travail pour célébrer l'anniversaire d'un collègue. En effet, votre absence pourrait être mal interprétée. Vous mangerez un morceau de gâteau et boirez une coupe de champagne.

Vous utiliserez vos deniers avec intelligence et avec goût pour faire vos achats. Votre vision de l'argent sera charitable. Votre patrimoine fonctionnera comme les poupées russes. Une partie pour vous, une partie pour vos descendants, etc.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

En réunion dans votre secteur pro, quatre planètes, dont Mars, vous en demanderont toujours plus. Vous aurez une journée très chargée avec des actions ciblées et efficaces à mener. Malgré votre diligence, vous manquerez de temps pour tout boucler.

Comme Saturne gèrera votre comptabilité, vous le laisserez faire, car vous aurez confiance en lui qui vous mettra en relation avec un expert dans ce domaine. Vous suivrez ses conseils et vous lui laisserez patte blanche pour mener vos opérations.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre climat professionnel devrait retrouver une météo plus clémente. Rien ne vous paraîtra impossible. Gonflé à bloc, vous mettrez tout en oeuvre pour atteindre vos objectifs. Les jaloux n'auront qu'à bien se tenir : vous les ignorerez superbement.

Des dépenses imprévues pourraient déstabiliser votre budget et vous n'aurez aucune possibilité d'y échapper. Certains d'entre vous pourraient rencontrer des complications inextricables à propos d'une succession, ou d'une affaire touchant au patrimoine.



Verseau (20 janvier - 19 février)

À la recherche d'un nouveau poste, vous reprenez confiance. Rien ne vous arrête dans vos recherches. Un changement d'orientation pourrait vous séduire. Laissez-vous porter par une intuition qui vous colle à la peau. Votre créativité a besoin de s'exprimer.

Il faut attendre un délai avant de céder à de fortes tentations. La prudence est indispensable. En attendant d'autres achats, préparez-vous. Faites une liste de vos priorités, comparez aussi les prix. De la discipline change votre gestion financière.



Poisson (19 février - 21 mars)

Le retour du Soleil dans votre signe confirme votre volonté de ne pas rester les bras croisés. Aujourd'hui, votre autorité fera loi et votre expertise de la situation fera mouche. D'outsider vous deviendrez enfin favori... Un juste retour des choses !

Sans manger dans des couverts en or, vous gagnerez tout de même bien votre vie, suffisamment en tout cas pour joindre les deux bouts, sans trop de difficultés. Aujourd'hui, votre secteur financier sera transité par Mars. Vous serez bien protégé !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous